

FINATIS

Rapport financier semestriel

2018

FINATIS

Sommaire

Chiffres clés.....	1
Attestation du responsable du rapport financier semestriel.....	2
Rapport semestriel d'activité.....	3
Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018 *.....	7
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2018.....	50

* Les situations intermédiaires aux 30 juin 2018 et 2017 ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos Commissaires aux comptes.

FINATIS

Société anonyme au capital de 84 852 900 euros

712 039 163 RCS PARIS

Siège social : 83, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris

Téléphone : 01 44 71 14 00

Site : www.finatis.fr

CHIFFRES CLÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2018	1er semestre 2017 ⁽¹⁾	Variation
ACTIVITÉS POURSUIVIES :			
• Chiffre d'affaires	18 231	18 818	(587)
• Résultat opérationnel courant (ROC)	428	435	(7)
Résultat net des activités abandonnées	48	(14)	62
Résultat net de l'ensemble consolidé	(29)	(117)	88
dont, part du Groupe	(104)	(79)	(25)
<i>En euros par action</i>	(19,03)	(14,25)	(4,78)
	30/06/2018	31/12/2017 ⁽¹⁾	Variation
BILAN CONSOLIDÉ :			
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	9 717	10 996	(1 279)
Dette financière nette	8 747	7 429	1 318

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires » (note 1.3)

ATTESTATION DU RESPONSABLE

du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 27 juillet 2018

Didier LÉVÊQUE
Président-Directeur général

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Comptes consolidés

Les états financiers au 30 juin 2018 du groupe Finatis sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2018.

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2017.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2018

| Foncière Euris et Rallye

— Émission obligataire Rallye

Le **8 février 2018**, Rallye a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire pour un montant de 95 MCHF (81 M€) et une maturité de 6 ans. Les obligations offrent un coupon annuel de 3,25 %. Après couverture du risque de change, le coupon ramené en euro de l'obligation est de 4,23 %.

— Paiement du dividende Rallye en actions

Le **23 mai 2018**, l'Assemblée générale des actionnaires de Rallye a décidé le versement d'un dividende de 1,00 € par action au titre de l'exercice 2017 avec la possibilité d'opter pour le paiement en actions. Le **21 juin 2018**, suite à l'exercice de 65 % des droits, 3 058 947 actions nouvelles représentant 5,9 % du capital ont été créées, permettant à Rallye de renforcer ses fonds propres à hauteur de 33,2 M€.

Foncière Euris a, pour sa part, souscrit le **21 juin 2018** à 2 694 608 actions Rallye au prix unitaire de 10,86 € par action ; son pourcentage dans le capital passant ainsi de 56,21 % à 57,98 % à l'issue de l'opération.

| Casino

Le semestre s'est caractérisé par :

- Un chiffre d'affaires en recul de -3,4 % et en croissance de +4,1 % en organique hors essence et calendaire.
- Un Résultat Opérationnel Courant (ROC) de la France de 136 M€ contre 110 M€ au S1 2017 (+23,0 %), dont 114 M€ pour les activités de distribution alimentaire contre 78 M€ au S1 2017.
- Un ROC Groupe de 439 M€ contre 450 M€ au 1^{er} semestre 2017.
- Une dette financière nette Groupe de 5,4 Md€ contre 5,6 Md€ à fin juin 2017.

Les principaux événements qui ont marqué le début d'année 2018 chez Casino, sont :

— Émission obligataire Casino

Le **24 janvier 2018**, le groupe Casino a annoncé le succès de son placement obligataire d'un montant de 200 M€ s'ajoutant à l'obligation existante de maturité juin 2022. À l'issue de cette opération, le nominal de cette obligation a été porté de 550 M€ à 750 M€.

— Monoprix : Acquisition de Sarenza et partenariat avec Amazon

Le **19 février 2018**, Monoprix a annoncé être entré en négociations exclusives en vue d'acquies Sarenza. Après les partenariats récents conclus par l'enseigne, notamment avec Ocado, cette acquisition vise à compléter l'offre de Monoprix et à la positionner comme un leader omnicanal du Lifestyle (Mode, Décoration, Beauté). Ce projet d'acquisition s'inscrit pleinement dans le cadre de la stratégie de digitalisation de Monoprix. Sarenza est un leader de la vente de chaussures sur internet qui figure parmi les enseignes web préférées des Français. Cette opération permettra d'unir la puissance du réseau de l'offre Mode, Décoration, Beauté et de l'expertise des équipes de Monoprix au savoir-faire d'E-commerçant de Sarenza, spécialiste de la chaussure et de l'accessoire, pour faire émerger un leader « Lifestyle omnicanal » inédit. L'acquisition de Sarenza a été conclue le 30 avril 2018.

Le **26 mars 2018**, le groupe Casino a annoncé un partenariat commercial entre Monoprix et Amazon visant à proposer les produits alimentaires de Monoprix aux clients du service Amazon Prime Now à Paris et dans sa proche banlieue en 2018. Les produits alimentaires Monoprix seront disponibles sur l'application et sur le site Amazon Prime Now au travers d'une boutique virtuelle dédiée.

— Accord de coopération aux achats

Le **3 avril 2018**, le groupe Casino et Auchan Retail ont annoncé avoir entamé des négociations exclusives en vue d'établir, dans le respect des règles de concurrence, un partenariat stratégique leur permettant de négocier ensemble leurs achats en France et à l'international, et ce avec leurs principaux fournisseurs multinationaux alimentaires et non alimentaires. Le groupe Casino et Auchan Retail proposeront d'associer à cette nouvelle dynamique leurs actuels partenaires à l'achat, étant précisé que le groupe Casino et Intermarché ont mis fin, d'un commun accord, à leur alliance à l'achat en France.

Le **29 juin 2018**, le groupe Casino a annoncé avoir conclu un accord de coopération aux achats avec Auchan Retail, METRO et le groupe Schiever. Cet ensemble d'alliances, dénommé Horizon, vise à bâtir des centrales d'achats « nouvelle génération » et intervient à l'international comme en France sur les marques nationales et les marques de distributeurs.

— Plan de cession d'actifs non stratégiques

Le **11 juin 2018**, dans le cadre de la revue de son portefeuille d'activité, le groupe Casino a annoncé le lancement d'un plan de cession d'actifs non stratégiques, notamment immobiliers, pour une valeur de 1,5 Md€. Ce plan complète le projet de cession de Via Varejo et sera réalisé pour moitié en 2018 et le reste en 2019. Le groupe Casino accélère ainsi son désendettement en France, poursuit la transformation de son modèle et base sa stratégie sur l'innovation en magasin, la digitalisation de la relation client et les partenariats avec des grands acteurs du e-commerce.

*

Les commentaires du Rapport Financier semestriel sont réalisés en comparaison au premier semestre 2017.

Afin de permettre la comparabilité des données d'une période à l'autre, les comptes du premier semestre 2017 ont été retraités de manière rétrospective pour tenir compte de l'application de la norme IFRS 15.

RÉSULTATS

Le **chiffre d'affaires** hors taxes du 1^{er} semestre 2018 s'établit à 18 231 M€ contre 18 818 M€ au 1^{er} semestre 2017 retraité, soit un repli de 3,1 %.

- Au 1^{er} semestre 2018, **Casino** a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 17,8 Md€, en recul de -3,4 %. Les variations de change ont un effet négatif de -7,7 % et les variations de périmètre un effet positif de +0,1 %.

La croissance des ventes hors essence et calendrier s'élève à +4,1 % en organique et à +2,5 % en comparable :

- En France, la croissance hors essence et calendrier des activités de distribution s'établit à +1,3 % en organique et à +1,5 % en comparable, avec une bonne performance des ventes alimentaires de +2,3 % en comparable :
 - Bonnes performances de Monoprix, Franprix et des Supermarchés Casino, qui bénéficient de la croissance des ventes alimentaires et du déploiement de services en magasins ;
 - Forte progression des hypermarchés Géant, portée par l'alimentaire, et poursuite du redressement de Leader Price.
- La croissance du volume d'affaires (GMV) du E-commerce s'élève à +13,7 %⁽¹⁾ au S1 2018, dont +7,5 %⁽¹⁾ en organique.
- En Amérique latine, les enseignes alimentaires enregistrent une croissance des ventes hors essence et calendrier de +7,3 % en organique et +3,1 % en comparable :
 - Le groupe Éxito (hors GPA Food) voit ses ventes s'améliorer tant en organique qu'en comparable ;
 - GPA Food enregistre une progression du chiffre d'affaires organique de +8,7 % tirée par le redressement marqué de Multivarejo et la bonne dynamique d'Assaí.

- **Groupe GO Sport** affiche un volume d'affaires de plus de 486 M€ à fin juin 2018, en hausse de 3,4 %, en lien avec le développement de tous les réseaux (intégrés, affiliés et e-commerce).

Le chiffre d'affaires s'établit à 406 M€, en croissance totale de +8,6 % et de +4,2 % en comparable et à taux de change constant.

Le **résultat opérationnel courant (ROC)** s'élève à 428 M€ sur 2018, proche de celui du 1^{er} semestre 2017 (435 M€).

Le résultat opérationnel courant de **Casino** s'établit à 439 M€, contre 450 M€ en 2017.

Les variations de change ont eu un impact négatif de -14,2 %.

- Le ROC du segment France Retail est de 136 M€, en hausse de +23,0 % par rapport au S1 2017 (110 M€). Hors promotion immobilière, celui-ci s'établit à 114 M€ (contre 78 M€ au S1 2017). Cette croissance reflète la dynamique des activités de distribution qui bénéficie d'un effet mix favorable entre les différents formats.
- Le ROC du E-commerce s'établit à -23 M€ au S1 2018. L'EBITDA, de -7 M€, s'inscrit en amélioration séquentielle grâce à la croissance des revenus de monétisation et la poursuite de la rationalisation des coûts (notamment les coûts de livraison).
- Le ROC des activités de distribution alimentaire en Amérique latine s'établit à 326 M€, en recul de -10,3 %, dont -17,1 % d'impact négatif du change. En organique il s'inscrit en progression de +6,8 % tiré par la bonne performance de GPA. Il intègre sur cet exercice des crédits fiscaux enregistrés par GPA⁽²⁾. Retraité de ces éléments, le ROC progresse de +14,8 % en organique et bénéficie de la dynamique commerciale vertueuse de Multivarejo et Assaí.

Les **autres produits et charges opérationnels** se traduisent par une charge nette de -138 M€ (-274 M€ sur le 1^{er} semestre 2017).

La charge nette constatée au 1^{er} semestre 2018 comprend notamment :

- une charge nette liée à des opérations de périmètre pour -34 M€ principalement chez Franprix – Leader Price ;
- des provisions et charges pour restructurations pour -96 M€ dont -49 M€ concernant France Retail et -37 M€ Latam Retail ;
- et -16 M€ liés à des litiges et risques divers.

La charge nette constatée au 1^{er} semestre 2017 comprenait notamment :

- une charge nette liée à des opérations de périmètre pour -55 M€ principalement chez Distribution Casino France ;
- des provisions et charges pour restructurations pour -125 M€ dont -90 M€ concernant France Retail et -21 M€ GPA ;
- et -60 M€ liés à des litiges et risques divers.

Le « **Coût de l'endettement financier net** » enregistre une réduction de 32 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2017 pour s'établir à -218 M€ ; cette diminution est observée au niveau du groupe Casino qui bénéficie de la baisse des taux d'intérêt moyens au Brésil et en Colombie.

La **quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises** s'élève à 10 M€ (contre -1 M€ au 1^{er} semestre 2017), cet agrégat comprend notamment la quote-part de résultat de Mercalys (17 M€ au S1 2018).

Le **résultat net des activités poursuivies, part du groupe** du 1^{er} semestre 2018 est une perte de 105 M€ (contre une perte de 77 M€ au 1^{er} semestre 2017).

(1) Données publiées par la filiale. Ces données incluent l'ensemble des ventes de Cdiscount, y compris les ventes de produits techniques réalisées par Cdiscount avec les clients des hypermarchés et supermarchés du groupe Casino, suite à l'accord multicanal effectif depuis le 19 juin 2017. Les variations organiques excluent les ventes réalisées avec les clients des hypermarchés et supermarchés du groupe Casino sur les biens techniques et catégorie maison (impact de -6,4 pts et -8,9 pts respectivement sur la croissance du GMV et chiffre d'affaires), mais intègrent les ventes réalisées dans les corners.

(2) Y compris les crédits fiscaux de 130 M€ au S1 2017 et de 100 M€ au S1 2018 liés principalement à la taxe ICMS-ST (« Tax substitution »).

Le **résultat des activités abandonnées** s'élève à 48 M€ contre -14 M€ au 1^{er} semestre 2017 et concerne exclusivement 6 mois d'activité de Via Varejo.

Le **résultat net de l'ensemble consolidé, part du groupe** du 1^{er} semestre 2018 se traduit par une perte de 104 M€ (contre une perte de 79 M€ au 1^{er} semestre 2017).

ÉVOLUTION DES FLUX DE TRÉSORERIE

La **capacité d'autofinancement (CAF)** du Groupe s'élève à 751 M€ au 1^{er} semestre 2018, stable par rapport au niveau constaté au 1^{er} semestre 2017 (756 M€).

La CAF et la variation du besoin en fonds de roulement, nettes des impôts versés sur le 1^{er} semestre 2018, portent le **flux de trésorerie généré par l'activité** (décaissement net) à -564 M€, contre -1 917 M€ au 1^{er} semestre 2017.

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement** du 1^{er} semestre 2018 se caractérise par un décaissement net de 459 M€ contre un décaissement de 626 M€ au 1^{er} semestre 2017.

Le Groupe dégage ainsi un **flux de trésorerie disponible** négatif de 1 023 M€ sur le semestre, contre un montant négatif de 2 543 M€ au 1^{er} semestre 2017.

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations de financement** se solde par un encaissement net de 732 M€ (contre un décaissement de 630 M€ au 30 juin 2017). Le flux de la période enregistrant des remboursements de dettes financières pour des montants nettement moins élevés qu'au 1^{er} semestre de l'exercice précédent (-384 M€ contre -1 938 M€ au S1 2017).

La **trésorerie nette** enregistre une diminution de 497 M€ sur le semestre pour s'établir à 3 770 M€ au 30 juin 2018.

STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 30 juin 2018, le **total du bilan consolidé** s'élève à 38 712 M€ contre 40 046 M€ au 31 décembre 2017, soit une diminution de 1 334 M€ sur le semestre.

Les **participations dans les entreprises associées et coentreprises** s'élèvent à 596 M€ contre 590 M€ au 31 décembre 2017 et comprennent notamment Mercialys (354 M€) et Banque du Groupe Casino pour 86 M€.

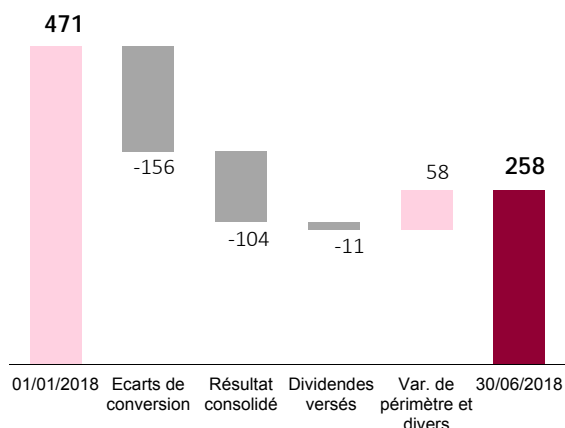
Résultat de la société mère

Le bénéfice de la société Finatis s'élève à 16,7 M€ contre 16,6 M€ au 30 juin 2017.

Les **actifs détenus en vue de la vente et passifs associés** sont constitués principalement des actifs et passifs de Via Varejo (y compris Cnova Brésil) et d'actifs immobiliers.

Les **capitaux propres consolidés** se montent à 9 717 M€, dont 258 M€ pour la part du groupe et 9 459 M€ pour la part des intérêts ne donnant pas le contrôle et des porteurs de TSSDI Casino.

Les **capitaux propres part du groupe** enregistrent les variations suivantes (en millions d'euros) :



Les **intérêts ne donnant pas le contrôle** diminuent de 1 050 M€, cette variation nette est notamment due à des achats de titres d'autocontrôle (-167 M€), à leur part dans les écarts de conversion (-699 M€) ainsi que dans les dividendes versés (-178 M€).

La **dette financière nette** s'élève à 8 746 M€ contre 7 429 M€ au 31 décembre 2017 et 8 959 M€ au 30 juin 2017.

Les contributions à la dette financière nette consolidée du Groupe (note 9.2) sont réparties comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017	Variation
Finatis	117	95	22
Foncière Euris	168	246	(78)
Rallye holding	2 867	2 877	(10)
Casino	5 445	4 126	1 319
Autres sociétés	149	85	64
Total	8 746	7 429	1 317

Ce résultat comprend notamment le dividende Foncière Euris à hauteur de 18,0 M€.

Risques et perspectives sur les 6 mois à venir

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques qui font l'objet d'une description dans le Rapport annuel de Finatis afférent à l'exercice 2017, disponible sur le site internet du Groupe.

PERSPECTIVES DEUXIÈME SEMESTRE 2018

Dans un environnement économique toujours incertain, Foncière Euris continuera de valoriser au mieux ses projets immobiliers, en fonction des conditions de marché et de leurs perspectives.

Rallye confirme sa stratégie de valorisation de ses actifs et la solidité de sa structure financière, à travers le maintien en 2018 d'une équation de cash-flow récurrent positive.

À l'occasion de la publication de ses résultats semestriels, le groupe Casino a confirmé ses objectifs pour l'année 2018 et les a mis à jour suite à l'annonce du plan de cession annoncé en juin :

- Pour le **résultat opérationnel courant** :
 - en France, il vise pour la distribution alimentaire une progression organique ⁽¹⁾ du ROC hors immobilier **supérieure à 10 %**, portée par la croissance des formats les plus rentables, par la progression de la rentabilité des hypermarchés et de la proximité ;
 - au total, le Groupe vise une croissance organique ⁽¹⁾ de son ROC consolidé et **supérieure à 10 %** hors crédits fiscaux.
- Un **cash-flow libre** ⁽²⁾ des activités poursuivies hors exceptionnels en France couvrant les frais financiers et les dividendes et permettant d'améliorer la dette financière nette.
- Une réduction de la **dette financière nette** en France de l'ordre de 1 Md€ à fin 2018, par autofinancement et grâce au produit des cessions d'actifs annoncées en juin.
- Une réduction de la **dette financière nette** du Groupe avec :
 - le retour à l'équilibre du cash-flow libre chez Cdiscount,
 - un cash-flow libre ⁽²⁾ des activités poursuivies hors exceptionnels supérieur à 1 Md€ au total,
 - une enveloppe de CAPEX autour d'1 Md€,
 - et l'effet de la cession de Via Varejo.

AVANCEMENT DU PLAN DE CESSION DU GROUPE CASINO

Le groupe Casino a pour objectif de réaliser dès cette année la moitié du plan de cession de 1,5 Md€ annoncé le 11 juin 2018. Compte tenu :

- de la cession définitive de 15 % du capital de Mercialis sous la forme d'un equity swap avec une banque pour 213 M€,
- des offres indicatives reçues en juillet 2018 sur d'autres actifs du groupe Casino représentant environ la moitié du plan de cession.

Le groupe Casino confirme cet objectif.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

Le **16 juillet 2018**, le groupe Casino a indiqué avoir pris connaissance de l'enquête ouverte par l'Autorité de la Concurrence au sujet des « Rapprochements à l'achat dans le secteur de la grande distribution à dominante alimentaire » induits par les alliances Horizon. Cette procédure est normale et non suspensive de la mise en œuvre des accords.

Le **25 juillet 2018**, le Conseil d'administration de Casino a autorisé la cession définitive d'un bloc représentant 15 % des actions de Mercialis au travers d'un contrat de *total return swap* conclu avec CA-CIB qui les cédera sur une période de 2,4 ans. Pendant cette période le groupe Casino reste exposé aux variations de cours de bourse de Mercialis et continue de percevoir des dividendes.

(1) Hors change et périmètre.

(2) Avant dividendes versés aux actionnaires et porteurs de TSSDI et hors frais financiers.

FINATIS

*Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018 **

Compte de résultat consolidé	8
État consolidé des produits et charges comptabilisés	9
État de la situation financière consolidée.....	10
Tableau de flux de trésorerie consolidés	12
Variation des capitaux propres consolidés.....	14
Annexe aux comptes consolidés	16

* Les situations intermédiaires aux 30 juin 2018 et 2017 ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes.

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre	
		2018	2017 retraité ⁽¹⁾
Activités poursuivies			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5 / 6.2	18 231	18 818
Autres revenus	6.2	241	221
Revenus totaux	6.2	18 472	19 039
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(13 799)	(14 214)
Marge des activités courantes		4 673	4 825
Coûts des ventes	6.3	(3 518)	(3 659)
Frais généraux et administratifs	6.3	(727)	(731)
Résultat opérationnel courant	5.1	428	435
Autres produits opérationnels	6.5	106	116
Autres charges opérationnelles	6.5	(244)	(390)
Résultat opérationnel		290	161
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.3.1	23	49
Coût de l'endettement financier brut	9.3.1	(241)	(299)
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	(218)	(250)
Autres produits financiers	9.3.2	61	105
Autres charges financières	9.3.2	(195)	(145)
Résultat avant impôt		(62)	(129)
Produit (charge) d'impôt	7	(25)	27
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	10	(1)
Résultat net des activités poursuivies		(77)	(103)
<i>Part du groupe</i>		<i>(105)</i>	<i>(77)</i>
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		<i>28</i>	<i>(26)</i>
Activités abandonnées			
Résultat net des activités abandonnées	3.2.2	48	(14)
<i>Part du groupe</i>	3.2.2	<i>1</i>	<i>(2)</i>
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	3.2.2	<i>47</i>	<i>(12)</i>
Ensemble consolidé			
Résultat net de l'ensemble consolidé		(29)	(117)
<i>Part du groupe</i>		<i>(104)</i>	<i>(79)</i>
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		<i>75</i>	<i>(38)</i>
Par action, en euros :			
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe, avant dilution		(19,24)	(13,87)
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du groupe, avant dilution		(19,03)	(14,25)

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (note 1.3).

État consolidé des produits et charges comptabilisés

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	
	2018	2017 retraité ⁽¹⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé	(29)	(117)
Éléments recyclables ultérieurement en résultat	(852)	(827)
Couverture de flux de trésorerie	19	(32)
Écarts de conversion ⁽²⁾	(852)	(797)
Actifs financiers disponibles à la vente		(4)
Instruments de dette et autres évalués à la juste valeur par OCI	1	
Couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger	(9)	5
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises dans les éléments recyclables	(4)	(9)
Effets d'impôt	(7)	10
Éléments non recyclables en résultat		(1)
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par OCI	(4)	
Écarts actuariels	6	(2)
Effets d'impôt	(2)	1
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôt	(852)	(828)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période, net d'impôt	(881)	(945)
<i>Dont part du groupe</i>	<i>(226)</i>	<i>(178)</i>
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(655)</i>	<i>(767)</i>

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (note 1.3)

(2) La variation négative du 1^{er} semestre 2018 de 852 M€ résulte principalement de la dépréciation de la monnaie brésilienne pour -830 M€. La variation négative du 1^{er} semestre 2017 de 797 M€ résultait principalement de la dépréciation de la monnaie brésilienne pour -710 M€.

COMPTES CONSOLIDÉS

État de la situation financière consolidée

ACTIF

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2018	31/12/2017 retraité ⁽¹⁾	1 ^{er} janvier 2017 retraité ⁽¹⁾
Actifs non courants				
Goodwill	8	9 896	10 108	10 672
Immobilisations incorporelles	8	2 808	2 934	3 161
Immobilisations corporelles	8	6 832	7 332	8 169
Immeubles de placement	8	477	460	555
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	3.3.1	596	590	625
Autres actifs non courants		1 477	1 300	1 193
Actifs d'impôts différés		633	524	684
Total des actifs non courants		22 719	23 248	25 059
Actifs courants				
Stocks		4 102	4 021	4 113
Clients		809	965	902
Autres créances		1 377	1 282	1 527
Créances d'impôts		141	139	130
Autres actifs financiers		63	54	88
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	3 770	3 527	5 850
Actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	5 731	6 810	6 120
Total des actifs courants		15 993	16 798	18 730
Total de l'actif		38 712	40 046	43 789

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (note 1.3).

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2018	31/12/2017 retraité ⁽¹⁾	1 ^{er} janvier 2017 retraité ⁽¹⁾
Capitaux propres				
Capital	10.1	85	85	85
Primes et réserves		15 360	15 581	13 835
Ecart de conversion		(5 699)	(4 843)	(3 570)
Résultat consolidé		(29)	173	2 070
Total des Capitaux Propres		9 717	10 996	12 420
<i>Dont Part du groupe</i>		<i>258</i>	<i>487</i>	<i>704</i>
<i>Dont Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	10.3	<i>9 459</i>	<i>10 509</i>	<i>11 716</i>
Passifs non courants				
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courants		357	363	317
Autres provisions non courantes	11.1	460	514	615
Passifs financiers	9.2.1	10 277	9 878	10 396
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle		68	31	41
Autres dettes		509	507	649
Passifs d'impôts différés		700	725	1 096
Total des passifs non courants		12 371	12 018	13 114
Passifs courants				
Provisions pour retraites et engagements assimilés courants		11	11	11
Autres provisions courantes	11.1	146	167	167
Dettes fournisseurs		6 148	6 793	7 045
Autres passifs financiers	9.2.1	3 572	2 381	3 400
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle		121	143	341
Dettes d'impôts exigibles		64	88	53
Autres dettes		2 715	2 625	2 834
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	3 847	4 824	4 404
Total des passifs courants		16 624	17 032	18 255
Total des capitaux propres et des passifs		38 712	40 046	43 789

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (note 1.3).

COMPTES CONSOLIDÉS

Tableau de flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre	
		2018	2017 retraité ⁽¹⁾
Flux de trésorerie générés par l'activité			
Résultat avant impôt des activités poursuivies		(62)	(129)
Résultat avant impôt des activités abandonnées	3.2.2	74	(28)
Résultat avant impôt de l'ensemble consolidé		12	(157)
Dotations aux amortissements	6.4	341	356
Dotations aux provisions	4.1	(6)	
Pertes / (gains) latents liés aux variations de juste valeur	9.3.2	77	(21)
Charges / (produits) calculés liés aux stock-options et assimilés		15	14
Autres produits et charges calculés		(16)	(22)
Résultats sur cessions d'actifs		(4)	(25)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec prise / perte de contrôle		(1)	31
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	28	52
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	218	250
Coûts de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	42	38
Résultats de cession des activités abandonnées	3.2.2		
Retraitements liés aux activités abandonnées	3.2.3	45	240
Capacité d'autofinancement (CAF)		751	756
Impôts versés		(104)	(39)
Variation du besoin en fonds de roulement (BFR)	4.2	(809)	(1 859)
Impôts versés et variation du BFR liés aux activités abandonnées	3.2.3	(402)	(775)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(A)	(564)	(1 917)
Dont activités poursuivies		(281)	(1 353)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement	4.3	(546)	(661)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement	4.4	223	177
Décassements liés aux acquisitions d'actifs financiers		(22)	(17)
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers		20	3
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	4.5	(74)	(61)
Incidence des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées et des coentreprises		(4)	
Variation des prêts et avances consentis		2	(31)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	3.2.3	(58)	(36)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(B)	(459)	(626)
Dont activités poursuivies		(401)	(590)

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	1 ^{er} semestre	
		2018	2017 retraité ⁽¹⁾
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	10.4		
Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(134)	(126)
Dividendes versés aux porteurs de titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI)		(42)	(41)
Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle	4.6	7	(152)
Achats et ventes d'actions autodétenues		(151)	(6)
Acquisitions et cessions de placements financiers			1
Augmentations des emprunts et dettes financières	4.7	2 097	2 500
Diminutions des emprunts et dettes financières	4.7	(384)	(1 938)
Intérêts financiers nets versés	4.8	(370)	(481)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	3.2.3	(291)	(387)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(C)	732	(630)
Dont activités poursuivies		1 023	(244)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités poursuivies		(152)	(165)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités abandonnées	(D)	(54)	(23)
Variation de la trésorerie nette	(A+B+C+D)	(497)	(3 361)
Trésorerie nette d'ouverture	(E)	4 267	6 878
• Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités poursuivies	9.1	3 366	5 704
• Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		901	1 174
Trésorerie nette de clôture	(F)	3 770	3 517
• Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités poursuivies	9.1	3 556	3 316
• Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		214	201
Variation de la trésorerie nette	(F-E)	(497)	(3 361)

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (note 1.3).

COMPTES CONSOLIDÉS

Variation des capitaux propres consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Capital	Primes	Titres de l'entreprise consolidante	Réserves et résultats consolidés	Autres réserves ⁽²⁾	Total Part du Groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	Total de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 01/01/2017 publiés	85	79	(1)	907	(365)	705	11 723	12 428
Incidences IFRS 15 (note 1.3)				(1)		(1)	(7)	(8)
Capitaux propres au 01/01/2017 retraités (*)	85	79	(1)	906	(365)	704	11 716	12 420
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					(99)	(99)	(729)	(828)
Résultat net de la période retraité (*)				(79)		(79)	(38)	(117)
Total des produits et charges comptabilisés				(79)	(99)	(178)	(767)	(945)
Opérations sur capital							15	15
Opérations sur titres autodétenus				(3)		(3)	(2)	(5)
Dividendes versés ⁽³⁾				(13)		(13)	(174)	(187)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales				19		19	49	68
Autres mouvements				10		10	(5)	5
Capitaux propres au 30/06/2017 retraités (*)	85	79	(1)	840	(464)	539	10 832	11 371
Capitaux propres au 31/12/2017 publiés	85	79	(1)	870	(539)	494	10 532	11 026
Incidences IFRS 15 (note 1.3)				(7)		(7)	(23)	(30)
Capitaux propres au 31/12/2017 retraités (*)	85	79	(1)	863	(539)	487	10 509	10 996
Incidences IFRS 9 et amendements IFRS 2 (note 1.3)				7	(23)	(16)	(87)	(103)
Capitaux propres au 01/01/2018	85	79	(1)	870	(562)	471	10 422	10 893
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					(122)	(122)	(730)	(852)
Résultat net de la période retraité (*)				(104)		(104)	75	(29)
Total des produits et charges comptabilisés				(104)	(122)	(226)	(655)	(881)
Opérations sur capital							4	4
Opérations sur titres autodétenus ⁽⁴⁾				21		21	(167)	(146)
Dividendes versés ⁽³⁾				(11)		(11)	(178)	(189)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales				41	(38)	3	18	21
Autres mouvements				1		1	15	16
Capitaux propres au 30/06/2018	85	79	(1)	817	(722)	258	9 459	9 717

(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (note 1.3)

(1) voir note 10.2

(2) Détail en note 10.3 portant sur les Intérêts ne donnant pas le contrôle significatifs.

(3) Les dividendes versés et à verser aux intérêts ne donnant pas le contrôle au cours du 1^{er} semestre 2018 concernent principalement Rallye, Casino, Éxito et GPA à hauteur de respectivement 22 M€, 80 M€, 18 M€ et 12 M€ (en 2017 : Rallye, Casino, Exito et l'Uruguay s'établissaient à hauteur de respectivement 31 M€, 84 M€, 7 M€ et 6 M€).

(4) L'incidence négative de -146 M€ est constituée à hauteur de -138 M€ d'opérations d'achats et de ventes de titres d'autocontrôle Casino sur la période.

COMPTES CONSOLIDÉS

Sommaire détaillé des notes annexes

Note 1 • Principes comptables généraux	16
1.1. Référentiel.....	16
1.2. Recours à des estimations et au jugement	17
1.3. Changements de méthodes comptables	17
Note 2 • Faits marquants	23
2.1. Foncière Euris et Rallye	23
2.2. Groupe Casino	23
Note 3 • Périmètre de consolidation	24
3.1. Opérations de périmètre du 1 ^{er} semestre 2018	24
3.2. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées.....	25
3.3. Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	26
Note 4 • Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie	28
4.1. Réconciliation des dotations aux provisions	28
4.2. Réconciliation de la variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) avec les postes du bilan	28
4.3. Réconciliation des acquisitions d'immobilisations.....	29
4.4. Réconciliation des cessions d'immobilisations	29
4.5. Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle.....	29
4.6. Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle	30
4.7. Réconciliation entre la variation de trésorerie et la variation de la dette financière nette	30
4.8. Réconciliation des intérêts financiers nets versés	30
Note 5 • Information sectorielle	31
5.1. Indicateurs clés par secteur opérationnel	31
5.2. Indicateurs clés par zone géographique	32
Note 6 • Données liées à l'activité	33
6.1. Saisonnalité de l'activité.....	33
6.2. Ventilation des produits des activités ordinaires.....	33
6.3. Nature de charges par fonction	34
6.4. Amortissements	35
6.5. Autres produits et charges opérationnels	35
Note 7 • Impôt	36
Note 8 • Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	36
Note 9 • Structure financière et coûts financiers	37
9.1. Trésorerie nette	39
9.2. Emprunts et dettes financières.....	40
9.3. Résultat financier	42
9.4. Juste valeur des instruments financiers.....	42
Note 10 • Capitaux propres	44
10.1. Capital social	44
10.2. Composition des autres réserves.....	44
10.3. Détail des intérêts ne donnant pas le contrôle.....	45
10.4. Distribution de dividendes	45
Note 11 • Autres provisions	46
11.1. Décomposition et variations	46
11.2. Détails des provisions pour litiges de GPA (hors Via Varejo)	46
11.3. Passifs et actifs éventuels	47
Note 12 • Parties liées	48
Note 13 • Evènements postérieurs à la clôture	49

Annexe aux comptes consolidés

Période de six mois close au 30 juin 2018

(données en millions d'euros)

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Finatis SA est une société anonyme de droit français et cotée sur Euronext Paris, compartiment B. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Finatis ».

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018 reflètent la situation comptable de la société et de ses

filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les coentreprises et les entreprises associées.

En date du 27 juillet 2018, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés semestriels du groupe Finatis pour le semestre se terminant le 30 juin 2018.

Note 1 • Principes comptables généraux

1.1. Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Finatis sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2018. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2017 qui sont disponibles sur simple demande au siège social de la société situé au 83, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris 8^{ème}, ou sur le site internet www.finatis.fr.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2018 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2017, à l'exception des changements comptables liés aux nouveaux textes suivants applicables à partir du 1^{er} janvier 2018 :

- IFRS 9 – Instruments financiers,
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients,
- IFRIC 22 – Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée,
- Amendements à IAS 40 – Transferts d'immeubles de placement,
- Amendements à IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions,
- Améliorations annuelles des normes IFRS – cycle 2014-2016.

Les incidences liées à l'application des normes IFRS 15, IFRS 9 ainsi que des amendements à IFRS 2 sont détaillées dans la note 1.3. Les autres textes n'ont pas d'incidence sur les états financiers consolidés du Groupe.

Principale norme non entrée en vigueur

• IFRS 16 – Contrats de location

Une information sur les principes comptables de la norme est fournie dans la note 18 de l'annexe aux comptes consolidés 2017 du Groupe.

L'application de la norme IFRS 16 à partir du 1^{er} janvier 2019 aura un impact sur les états financiers du Groupe du fait notamment des engagements de location associés à son activité Retail, une partie du parc de magasins étant exploitée en location. Le Groupe détient ainsi essentiellement des contrats de location immobilière, environ 7 300 contrats immobiliers représentant une charge de loyer annuel de 915 M€ sur un total de 1 045 M€ au titre de l'exercice 2017. Dans ce contexte, l'application d'IFRS 16 se traduira par une augmentation des passifs de location du Groupe, ainsi que par une amélioration de l'EBITDA, du résultat opérationnel courant et des flux de trésorerie issus des opérations d'exploitation.

Au cours du 1^{er} semestre 2018, le Groupe a poursuivi le recensement et l'exploitation des données nécessaires à l'application de la norme IFRS 16. Au cours de cette période, le groupe Casino a également démarré la mise en place d'un logiciel informatique qui permettra d'assurer de manière totalement intégrée tant le suivi opérationnel que financier de ces contrats de location. Le Groupe continue par ailleurs l'analyse des impacts potentiels sur son information financière et n'a pas encore pris de décision quant à la méthode de transition, à savoir une approche rétrospective simplifiée ou bien une approche rétrospective complète.

S'agissant des modalités d'application à retenir, la principale difficulté identifiée à ce jour par le Groupe, notamment le groupe Casino, provient de la détermination de la durée des contrats de location, du fait de la grande hétérogénéité par nature des pratiques de location immobilière et des règles légales applicables d'un pays à l'autre.

1.2. Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues dans le cadre de la mise à jour des estimations significatives sont :

- Le classement et l'évaluation de l'actif net de Via Varejo ainsi que d'autres actifs des segments France Retail et Latam Retail selon IFRS 5 (note 3.2) ;
- Le suivi des indicateurs de perte de valeur, et le cas échéant des évaluations s'agissant des actifs non courants et goodwill (note 8) ;
- les hypothèses de consommation des impôts différés actifs ;
- la reconnaissance, la présentation et l'évaluation de la valeur recouvrable des crédits d'impôt ou de taxes (principalement ICMS, PIS et COFINS au Brésil) (notes 5.1 et 11) ;
- ainsi que les provisions pour risques (note 11), notamment fiscaux et sociaux au Brésil.

1.3. Changements de méthodes comptables

1.3.1 Impacts sur les états financiers consolidés

Les tableaux ci-après présentent les incidences sur le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global, l'état de la situation financière consolidée et l'état des flux de trésorerie consolidés précédemment publiés, résultant de :

- l'application rétrospective de la norme IFRS 15 (note 1.3.2) ;
- l'application rétrospective limitée (rattrapage cumulatif sans retraitement des exercices antérieurs) de la norme IFRS 9 (note 1.3.3) ;
- l'application prospective des amendements à IFRS 2 : l'incidence consiste à un reclassement au 1^{er} janvier 2018 d'une dette de 5 M€ en intérêts ne donnant pas le contrôle au titre de retenues à la source à des plans d'options de souscription d'actions au Brésil.

Par ailleurs, à l'occasion de l'application d'IFRS 15, le Groupe a opéré quelques modifications de présentation de son compte de résultat consolidé avec comme incidences (a) la présentation sur la face du compte de résultat d'un agrégat « Revenus totaux » qui se compose du « Chiffre d'affaires, hors taxes » et des « Autres revenus », (b) le reclassement du coût de revient et de la variation de stock liés aux activités de promotion immobilière et de marchands de biens des « Coûts des ventes » en « Coût d'achat complet des marchandises vendues » et (c) des reclassements entre le « Chiffre d'affaires, hors taxes » et les « Autres revenus » dont les principaux sont les suivants :

- les revenus locatifs sont désormais présentés en « Autres revenus » ;
- les redevances et prestations facturées aux franchisés sont désormais présentées en « Chiffre d'affaires, hors taxes ».

Cette nouvelle présentation a été appliquée de manière rétrospective qui induit le retraitement de l'exercice 2017.

Impacts sur les principaux agrégats du compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2017 publié	Retraitements IFRS 15	1 ^{er} semestre 2017 retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	18 976	(158)	18 818
Autres revenus	150	71	221
Revenus totaux	19 126	(87)	19 039
Coût d'achat complet des marchandises vendues	(14 319)	105	(14 214)
Coût des ventes	(3 634)	(25)	(3 659)
Frais généraux et administratifs	(722)	(9)	(731)
Résultat opérationnel courant	451	(16)	435
Autres produits et charges opérationnels	(274)		(274)
Coût de l'endettement financier net	(250)		(250)
Autres produits et charges financiers	(40)		(40)
Résultat avant impôt	(113)	(16)	(129)
Produit (charge) d'impôt	22	5	27
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises	(1)		(1)
Résultat net des activités poursuivies	(92)	(11)	(103)
Résultat net des activités abandonnées	(14)		(14)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(106)	(11)	(117)
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>(76)</i>	<i>(3)</i>	<i>(79)</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(30)</i>	<i>(8)</i>	<i>(38)</i>

Impacts sur les principaux agrégats de l'état du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2017 publié	Retraitements IFRS 15	1 ^{er} semestre 2017 retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé	(106)	(11)	(117)
Éléments recyclables ultérieurement en résultat	(827)		(827)
Éléments non recyclables en résultat	(1)		(1)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de l'exercice, net d'impôt	(934)	(11)	(945)
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>(175)</i>	<i>(3)</i>	<i>(178)</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(759)</i>	<i>(8)</i>	<i>(767)</i>

Impacts sur les principaux agrégats de l'état des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2017 publié	Retraitements IFRS 15	1 ^{er} semestre 2017 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(1 917)		(1 917)
<i>Dont résultat avant impôt de l'ensemble consolidé</i>	<i>(141)</i>	<i>(16)</i>	<i>(157)</i>
<i>Dont autres éléments de la CAF</i>	<i>916</i>	<i>(3)</i>	<i>913</i>
<i>Dont variation du BFR et impôts versés</i>	<i>(2 692)</i>	<i>19</i>	<i>(2 673)</i>
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(626)		(626)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(630)		(630)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(188)		(188)
Variation de la trésorerie nette	(3 361)		(3 361)
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture</i>	<i>6 878</i>		<i>6 878</i>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture</i>	<i>3 517</i>		<i>3 517</i>

Impacts sur les principaux agrégats de l'état de la situation financière consolidée

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017 publié	Retraitements IFRS 15	31/12/2017 retraité	Retraitements IFRS 9	Retraitements IFRS 2	1 ^{er} janvier 2018 retraité
Actifs non courants						
Goodwill	10 108		10 108			10 108
Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	10 726		10 726			10 726
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	603	(13)	590	(11)		579
Autres actifs non courants	1 321	(21)	1 300			1 300
Actifs d'impôts différés	526	(2)	524	21		545
Total des actifs non courants	23 284	(36)	23 248	10		23 258
Actifs courants						
Stocks	4 072	(51)	4 021			4 021
Clients	970	(5)	965	(46)		919
Autres créances	1 279	3	1 282	(2)		1 280
Créances d'impôts	139		139			139
Autres actifs financiers	54		54			54
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 527		3 527			3 527
Actifs détenus en vue de la vente	6 810		6 810	(47)		6 763
Total des actifs courants	16 851	(53)	16 798	(95)		16 703
Total de l'actif	40 135	(89)	40 046	(85)		39 961
Capitaux propres						
Capital	85		85			85
Primes et réserves	10 768	(30)	10 738	(108)	5	10 635
Résultat consolidé	173		173			173
Total des Capitaux Propres	11 026	(30)	10 996	(108)	5	10 893
<i>Dont Part du groupe</i>	<i>494</i>	<i>(7)</i>	<i>487</i>	<i>(16)</i>		<i>471</i>
<i>Dont Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>10 532</i>	<i>(23)</i>	<i>10 509</i>	<i>(92)</i>	<i>5</i>	<i>10 422</i>
Passifs non courants						
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courants	363		363			363
Autres provisions non courantes	514		514			514
Passifs financiers	9 878		9 878	19		9 897
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle	31		31			31
Autres dettes	507		507		(3)	504
Passifs d'impôts différés	725		725			725
Total des passifs non courants	12 018		12 018	19	(3)	12 034
Passifs courants						
Provisions pour retraites et engagements assimilés courants	11		11			11
Autres provisions courantes	167		167			167
Dettes fournisseurs	6 774	19	6 793			6 793
Autres passifs financiers	2 381		2 381			2 381
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle	143		143			143
Dettes d'impôts exigibles	88		88			88
Autres dettes	2 703	(78)	2 625	4		2 629
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	4 824		4 824		(2)	4 822
Total des passifs courants	17 091	(59)	17 032	4	(2)	17 034
Total des capitaux propres et des passifs	40 135	(89)	40 046	(85)		39 961

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} janvier 2017 publié	Retraitements IFRS 15	1 ^{er} janvier 2017 retraité
Actifs non courants			
Goodwill	10 672		10 672
Immobilisations incorporelles	3 161		3 161
Immobilisations corporelles	8 169		8 169
Immeubles de placement	555		555
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	641	(16)	625
Autres actifs non courants	1 200	(7)	1 193
Actifs d'impôts différés	694	(10)	684
Total des actifs non courants	25 092	(33)	25 059
Actifs courants			
Stocks	4 158	(45)	4 113
Clients	907	(5)	902
Autres créances	1 528	(1)	1 527
Créances d'impôts	130		130
Autres actifs financiers	88		88
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 850		5 850
Actifs détenus en vue de la vente	6 120		6 120
Total des actifs courants	18 781	(51)	18 730
Total de l'actif	43 873	(84)	43 789
Capitaux propres			
Capital	85		85
Primes et réserves	10 273	(8)	10 265
Résultat consolidé	2 070		2 070
Total des Capitaux Propres	12 428	(8)	12 420
<i>Dont Part du groupe</i>	705	(1)	704
<i>Dont Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	11 723	(7)	11 716
Passifs non courants			
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courants	317		317
Autres provisions non courantes	615		615
Passifs financiers	10 396		10 396
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle	41		41
Autres dettes	649		649
Passifs d'impôts différés	1 096		1 096
Total des passifs non courants	13 114		13 114
Passifs courants			
Provisions pour retraites et engagements assimilés courants	11		11
Autres provisions courantes	167		167
Dettes fournisseurs	7 045		7 045
Autres passifs financiers	3 400		3 400
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle	341		341
Dettes d'impôts exigibles	53		53
Autres dettes	2 910	(76)	2 834
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	4 404		4 404
Total des passifs courants	18 331	(76)	18 255
Total des capitaux propres et passifs	43 873	(84)	43 789

1.3.2 Impacts liés à la première application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »

IFRS 15 définit les principes de comptabilisation des revenus et remplace les normes IAS 18 – Produits des activités ordinaires et IAS 11 – Contrats de construction et les interprétations y afférentes. La norme IFRS 15 prévoit un modèle unique en cinq étapes pour la comptabilisation du chiffre d'affaires. Elle introduit de nouveaux concepts et principes en matière de comptabilisation du revenu, notamment au titre de l'identification des obligations de performance ou de l'allocation du prix de la transaction pour les contrats à éléments multiples.

Le Groupe a décidé d'appliquer cette norme au 1^{er} janvier 2018 avec application rétrospective et présentation des comptes comparatifs retraités. Compte tenu de la nature de ses activités, l'application de la norme n'a pas eu d'impact matériel au regard des revenus et du résultat opérationnel courant précédemment publiés par le Groupe.

L'application de la norme conduit essentiellement à des reclassements entre chiffre d'affaires, autres revenus, coûts d'achats des marchandises vendues et coûts des ventes. Les principaux éléments concernent certaines prestations réalisées envers des fournisseurs, certaines opérations promotionnelles consenties directement par les fournisseurs aux clients finaux, la qualification agent / principal de certains contrats et la présentation des revenus locatifs. De manière incidente, l'application rétrospective d'IFRS 15 a un impact négatif de 16 M€ sur le résultat opérationnel courant du premier semestre 2017. Le principe comptable modifié relatif aux « produits des activités ordinaires » est présenté en note 6.2.

1.3.3 Impacts liés à la première application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers »

Cette nouvelle norme définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers et de comptabilité de couverture.

L'application de cette norme se traduit par la comptabilisation d'un impact cumulé limité dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018. Les principaux changements individuellement non significatifs induits par l'application de la norme sont les suivants :

- L'application du nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers (y compris les actifs sur contrat) qui consiste à reconnaître les pertes de crédit attendues à maturité au lieu des pertes encourues selon le modèle d'IAS 39. Le Groupe a appliqué le modèle simplifié pour l'ensemble de ses créances, notamment celles envers les franchisés et les locataires qui a eu pour conséquence, au titre des activités poursuivies hors entités mises en équivalence, une augmentation des provisions pour dépréciation des actifs de 44 M€ ainsi qu'une diminution des capitaux propres nets d'impôt de 30 M€.
- Les créances envers les établissements de cartes de crédit (Brésil) sont constitutives d'instruments de dette à la juste valeur par OCI. L'incidence consiste en une diminution des créances clients de 3 M€ et des capitaux propres de 2 M€.
- Les instruments de capitaux propres précédemment classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » ont été pour partie reclassés en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par OCI et pour une autre en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le résultat.
- Le retraitement des échanges obligataires qui a conduit à une augmentation de la dette financière de 19 M€ et une diminution des capitaux propres nets d'impôt de 15 M€.
- Au titre des entités mises en équivalence (Mercialys, Banque du Groupe Casino et FIC), les incidences se traduisent par une diminution des capitaux propres nets d'impôt en contrepartie des titres mis en équivalence de 11 M€ (essentiellement liées à l'application du nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers).
- Au titre des activités abandonnées de Via Varejo, les incidences se résument par une diminution des capitaux propres nets d'impôt en contrepartie des actifs détenus en vue de la vente de 47 M€ ; elles résultent de l'application du nouveau modèle de dépréciation des créances liées à l'activité de crédit et à la classification des créances envers les établissements de cartes de crédit qui sont constitutives d'instruments de dette à la juste valeur par OCI.

Le tableau ci-dessous détaille les catégories d'évaluation initiales de la norme IAS 39 et les nouvelles catégories de la norme IFRS 9 pour chaque catégorie d'actif financier du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2018. Les catégories de passifs financiers restant les mêmes, ces dernières ne sont pas présentées.

<i>(en millions d'euros)</i>	Classement d'origine selon IAS 39	Nouveau classement selon IFRS 9	Valeur comptable d'origine selon IAS 39	Nouvelle valeur comptable selon IFRS 9
Instruments de capitaux propres	Disponible à la vente - au coût	Juste valeur par résultat	4	4
Instruments de capitaux propres	Disponible à la vente - à la juste valeur	Juste valeur par résultat	34	34
Instruments de capitaux propres	Disponible à la vente - à la juste valeur	Juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI)	40	40
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur par résultat	4	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti	3 523	3 523
Dérivés actifs utilisés comme couverture	Instruments de couverture comptable	Juste valeur - instruments de couverture	112	112
Créances envers les établissements de cartes de crédit (Brésil)	Prêts et créances	Instruments de dette - Juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI)	104 ⁽¹⁾	101 ⁽¹⁾
Créances clients et autres actifs courants et non courants	Prêts et créances	Coût amorti	2 277 ⁽¹⁾	2 250 ⁽¹⁾
Autres actifs financiers courants et non courants	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur par résultat	16	16

(1) La valeur comptable d'origine et la nouvelle valeur comptable selon IFRS 9 des instruments de dette de Via Varejo (classés en « Actifs détenus en vue de la vente » et non inclus dans le tableau ci-dessus) s'élèvent respectivement à 421 M€ et 405 M€..

Le principe comptable modifié relatif aux « instruments financiers » est présenté en note 9.

Note 2 • Faits marquants

Les faits marquants du semestre sont les suivants :

2.1. Foncière Euris et Rallye

— *Emission obligataire Rallye*

Le 8 février 2018, Rallye a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire pour un montant de 95 MCHF (81 M€) et une maturité de 6 ans. Les obligations offrent un coupon annuel de 3,25 %. Après couverture du risque de change, le coupon ramené en euro de l'obligation est de 4,23 %.

— *Paiement du dividende Rallye en actions*

Le 23 mai 2018, l'Assemblée générale des actionnaires de Rallye a décidé le versement d'un dividende de 1,00 € par action au titre de l'exercice 2017 avec la possibilité d'opter pour le paiement en actions. Le 21 juin 2018, suite à l'exercice de 65 % des droits, 3 058 947 actions nouvelles représentant 5,9 % du capital ont été créées, permettant à Rallye de renforcer ses fonds propres à hauteur de 33,2 M€.

Foncière Euris a souscrit le 21 juin 2018 à 2 694 608 actions Rallye au prix unitaire de 10,86 € par action suite à l'option pour le paiement en action du dividende Rallye ; son pourcentage dans le capital passant ainsi de 56,21 % à 57,98 % à l'issue de l'opération.

2.2. Groupe Casino

— *Projet de cession de Via Varejo*

Au cours de l'année 2017, certains facteurs externes échappant au contrôle de GPA, principalement liés au contexte macroéconomique du Brésil, ont entraîné la non-réalisation du processus de vente dans le délai d'un an tel qu'initialement prévu. Le plan de vente de Via Varejo reste néanmoins inchangé et, conjointement avec leurs conseillers financiers, GPA et Casino ont examiné les prochaines étapes et ont confirmé la poursuite du processus de vente.

En conséquence et conformément à l'application d'IFRS 5 - « Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées » :

- les actifs et passifs détenus en vue de la vente sont présentés au bilan sur une ligne distincte (note 3.2.1) ;
- les résultats nets après impôt et les flux de trésorerie au titre du 30 juin 2018 et 2017 de Via Varejo sont présentés sur des lignes distinctes du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie ;
- le tableau relatif aux passifs éventuels (note 11.3) n'inclut pas les activités de Via Varejo. Le cas échéant, un renvoi a été effectué pour donner l'information propre à Via Varejo.

— *Opération d'émission obligataire*

Le 24 janvier 2018, Casino a réalisé un placement obligataire de 200 M€ à un taux d'intérêt effectif de 1,58 %, s'ajoutant à l'obligation existante venant à échéance en juin 2022. À l'issue de cette opération, le nominal de cette obligation a été porté de 550 M€ à 750 M€.

— *Acquisition de Sarenza*

Voir note 3.1.1.

— *Partenariat commercial entre Monoprix et Amazon*

Le 26 mars 2018, Monoprix et Amazon ont annoncé un partenariat commercial visant à proposer les produits alimentaires de Monoprix aux clients du service Amazon Prime Now à Paris et dans sa proche banlieue. Dès cette année, ces produits seront disponibles sur l'application et sur le site Amazon Prime Now au travers d'une boutique virtuelle dédiée. Ce partenariat débutera opérationnellement en septembre 2018.

— *Annonce d'un plan de cession d'actifs*

Le 11 juin 2018, le groupe Casino a annoncé le lancement d'un plan de cession d'actifs pour poursuivre la transformation de son modèle et accélérer son désendettement en France. Ce plan porte sur des actifs non stratégiques identifiés par le Groupe, notamment immobiliers, pouvant être cédés pour une valeur estimée de 1,5 Md€, dont environ la moitié serait réalisée en 2018, l'autre moitié en 2019.

— *Coopération aux achats avec Auchan Retail, METRO, et le groupe Schiever*

Le 29 juin 2018, le groupe Casino, Auchan Retail, METRO et le groupe Schiever ont annoncé leur coopération aux achats à l'international et en France après la conclusion de plusieurs accords sur les 3 derniers mois. L'ensemble des nouvelles alliances, dénommé « Horizon », s'attachera à sortir d'un mode de négociation purement transactionnel pour développer des négociations de type collaboratif, équilibré et innovant.

Cette annonce fait suite à celle du 3 avril 2018 dans laquelle le groupe Casino et Auchan Retail annonçaient avoir entamé des négociations exclusives en vue d'établir un partenariat stratégique mondial. Dans le même temps, Casino et Intermarché avaient mis fin, d'un commun accord, à leur alliance à l'achat en France.

L'approbation des autorités de concurrence concernées sera sollicitée avant leur mise en œuvre. Les autorités en France ont été informées dès la signature des accords pour la France le 18 mai 2018.

Le 16 juillet 2018, l'Autorité de la concurrence a annoncé avoir ouvert des enquêtes sur les récentes alliances entre groupes de distribution dans les achats.

Note 3 • Périmètre de consolidation

3.1. Opérations de périmètre du 1^{er} semestre 2018

3.1.1. Prise de contrôle de Sarenza

Le 30 avril 2018, Monoprix a pris le contrôle de Sarenza, un des leaders de la vente de chaussures sur internet. Le montant décaissé pour acquérir les 100 % de participation dans la société s'est élevé à 22 M€ (note 4.5).

Compte tenu de la date de réalisation de l'opération, le groupe Casino n'a pas été en mesure d'évaluer la juste valeur des actifs et des passifs. En conséquence, le bilan d'acquisition de Sarenza a été intégré pour sa valeur nette comptable et un goodwill provisoire de 24 M€ a été constaté pour la différence avec la contrepartie transférée et a été alloué à l'UGT Monoprix.

La contribution des activités de Sarenza au chiffre d'affaires du Groupe pour la période du 30 avril 2018 au 30 juin 2018 s'élève à 27 M€. Celle au résultat net consolidé du Groupe est non significative. Si cette prise de contrôle avait été réalisée dès le 1^{er} janvier 2018, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires et au résultat net consolidé du Groupe aurait été respectivement de 70 M€ et -2 M€.

3.1.2. Opération de périmètre dans le sous-groupe Franprix-Leader Price

Le 28 février 2018, Franprix - Leader Price a cédé le contrôle à un masterfranchisé d'un ensemble de 105 magasins Franprix et Leader Price. La décision de céder ces magasins avait été prise en fin d'année 2017 et, de ce fait, les actifs et passifs attachés avaient été classés au 31 décembre 2017 sur une ligne distincte du bilan conformément à IFRS 5 – « Actifs détenus en vue de la vente ».

Le produit de cession s'élève à 33 M€ dont 28 M€ encaissés (note 4.5) générant une perte de 15 M€ reconnue en « Autres charges opérationnelles ». Si ces cessions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2018, les incidences sur le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant, les autres produits et charges opérationnels et la quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises auraient été non significatives.

Franprix – Leader Price a gardé une participation dans cet ensemble de magasins à hauteur de 49 % des titres et dispose d'une option d'achat exerçable entre 2021 et 2023.

Parallèlement, ce même masterfranchisé a investi à hauteur de 40 % dans un ensemble de magasins Franprix et Leader Price. Cette opération a été traitée comptablement comme une transaction entre actionnaires.

Franprix – Leader Price a également consenti un engagement de rachat au masterfranchisé portant sur sa participation de 40 % et bénéficie également d'une promesse de vente.

L'ensemble de ces opérations a eu une incidence de -2 M€ sur les capitaux propres part du Groupe, et a conduit à l'enregistrement d'une dette liée aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle de 17 M€ ainsi que d'un dérivé actif de 10 M€.

Par ailleurs, Franprix – Leader Price a réalisé différentes opérations de prise de contrôle de magasins au cours du semestre pour un prix d'acquisition de 45 M€ (dont 36 M€ décaissés - note 4.5) qui ont généré un goodwill provisoire de 41 M€. Certains sous-groupes étant antérieurement mis en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue a généré un produit de 17 M€ reconnu en « Autres produits opérationnels ».

La contribution des activités de ces magasins au chiffre d'affaires et au résultat net consolidé du Groupe sur le semestre est respectivement de 6 M€ et -1 M€ (hors produit de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue).

Si ces acquisitions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2018, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires et au résultat net consolidé du Groupe aurait été respectivement de 15 M€ et proche de zéro (hors produit de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue).

3.1.3. Cessions sans perte de contrôle d'un ensemble de supermarchés Casino

Au cours du 1^{er} semestre 2018, Distribution Casino France a cédé 40 % de 5 supermarchés Casino à un masterfranchisé. Cette cession sans perte de contrôle s'est traduite comptablement comme une transaction entre actionnaires et a abouti à une incidence de 4 M€ sur les capitaux propres part du Groupe et de 11 M€ sur les intérêts ne donnant pas le contrôle.

Distribution Casino France a consenti un engagement de rachat au masterfranchisé portant sur sa participation de 40 % et bénéficie également d'une promesse de vente. Cet engagement a conduit à l'enregistrement d'une dette pour 19 M€ en contrepartie des capitaux propres (dont -5 M€ en part du Groupe).

3.2. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

3.2.1. Actifs détenus en vue de la vente et passifs associés

(en millions d'euros)	Note	30/06/2018		31/12/2017	
		Actif	Passif	Actif	Passif
Sous-groupe Via Varejo		4 938	3 624	6 041	4 570
Autres France Retail ⁽¹⁾		487	79	545	109
Autres ⁽²⁾		306	144	224	145
Total		5 731	3 847	6 810	4 824
Actif net		1 884		1 986	
Dont Part du groupe de la filiale vendeuse	9.2.1	1 128		1 141	

(1) Au 30 juin 2018, cette ligne est composée principalement de magasins et d'actifs immobiliers du segment France Retail. L'absence d'évolution significative du solde d'actif net en part Groupe par rapport au 31 décembre 2017 reflète une compensation entre la concrétisation de cessions sur la période à hauteur d'environ 175 M€ et la présentation de nouveaux projets de cessions à hauteur d'environ 140 M€.

(2) Cette ligne est composée essentiellement d'actifs immobiliers du segment Latam Retail et de centres commerciaux principalement détenus par Foncière Euris dont le processus de cession se poursuit (soit 39 M€ au 30 juin 2018 pour la quote-part d'actifs nets détenue par Foncière Euris).

3.2.2. Activités abandonnées

Le résultat des activités abandonnées est composé essentiellement de Via Varejo (y compris Cnova Brésil) est présenté ci-dessous :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018 ⁽¹⁾	1 ^{er} semestre 2017 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires, hors taxes	3 155	3 521
Charges	(3 080)	(3 512)
Résultat de cession des activités abandonnées		
Prix de cession		
Frais relatifs aux cessions		
Actif net comptable cédé		
Recyclage des autres éléments du résultat global net d'impôt ⁽²⁾		
Perte résultant de la réévaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente de Via Varejo ⁽³⁾		(38)
Résultat net avant impôt des activités abandonnées	74	(28)
Produit / (charge) d'impôt	(29)	10
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3	4
Résultat net des activités abandonnées	48	(14)
Dont part du groupe	1	(2)
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	47	(12)
Résultat de base par action, part du Groupe	0,13	(0,24)

(1) Le chiffre d'affaires et l'EBITDA réalisés par Via Varejo au titre du 1^{er} semestre 2018 s'élèvent respectivement à 3 155 M€ et 186 M€ (1^{er} semestre 2017 : respectivement 3 521 M€ et 183 M€).

(2) Le reclassement de Via Varejo en activités abandonnées n'a aucune incidence dans les autres éléments du résultat global du 1^{er} semestre 2018 et du 1^{er} semestre 2017. La cession effective de Via Varejo ne déclenchera pas de recyclage d'écart de conversion en résultat.

(3) Lors du classement selon IFRS 5 en 2016, la juste valeur de Via Varejo (y compris Cnova Brésil) avait été estimée à 1 656 M€ (avant les coûts de la vente de 20 M€). Cette valeur reposait sur le cours de bourse de clôture (10,75 réais par action au 31 décembre 2016) augmenté de l'estimation d'une prime de contrôle. Au 30 juin 2017, le cours de bourse était sensiblement identique et cette évaluation avait donc été maintenue. Ceci avait conduit à la reconnaissance d'une perte de valeur de 38 M€ au 30 juin 2017. Aucune perte de valeur additionnelle n'a été comptabilisée depuis ; le cours de bourse s'établit à 18,61 réais par action au 30 juin 2018.

3.2.3. Flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées

Au titre des périodes closes le 30 juin 2018 et le 30 juin 2017, les flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées correspondent essentiellement aux flux de Via Varejo.

3.3. Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

3.3.1. Variation des participations dans les entreprises associées et les coentreprises

<i>(en millions d'euros)</i> Sociétés	Ouverture retraitée	Incidence IFRS 9	Quote-part de résultat net de la période	Dividendes versés	Variations périmètre et change	Clôture
Variations sur l'exercice 2017						
Entreprises associées						
FIC (GPA)	92		18	(53)	(12)	45
Mercialys ⁽¹⁾	363 ^(*)		30	(39)	13 ⁽²⁾	367
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	2		(39)		41 ⁽³⁾	4
Autres	45		(3)	(4)	1	39
Coentreprises						
Banque du Groupe Casino	84		1		4	89
Tuya (Exito)	28		3		1	32
Autres	11		(1)	(1)	5	14
Total retraité	625		9	(97)	53	590
Variations sur le 1^{er} semestre 2018						
Entreprises associées						
FIC (GPA)	45	(5)	8		(5)	43
Mercialys ⁽³⁾	367	(1)	17	(26)	(3) ⁽²⁾	354
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	4		(26)		26 ⁽³⁾	4
Autres	39			(3)	6	42
Coentreprises						
Banque du Groupe Casino	89	(5)	2			86
Tuya (Exito)	32		8		12	52
Autres	14		1			15
Total	590	(11)	10	(29)	36	596

(*) La valeur des titres mis en équivalence de Mercialys a été retraitée suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 dont l'incidence s'élève à -16 M€.

(1) Depuis le 21 juin 2013, date de perte de contrôle, Mercialys est consolidée à hauteur de 40,24 % selon la méthode de mise en équivalence dans les comptes consolidés de Casino (1 % supplémentaire du capital de Mercialys est consolidé au niveau de Foncière Euris depuis 2015). Par ailleurs, les sociétés Rallye et Foncière Euris ont contracté auprès d'établissements financiers des instruments dérivés (equity swap) portant sur 2,0 % et 3,5 % du capital de Mercialys au 31 décembre 2015, ces pourcentages sont inchangés au 30 juin 2018.

(2) La variation de -3 M€ et +13 M€ respectivement en 2018 et 2017 résulte principalement de la neutralisation des plus ou moins-values dégagées lors des acquisitions et cessions d'actifs immobiliers de Casino à Mercialys à hauteur de la quote-part détenue dans cette entité.

(3) Ces montants de 26 M€ et 41 M€ respectivement en 2018 et 2017 reflètent le reclassement de présentation de la quote-part des pertes d'entreprises associées de Franprix – Leader Price excédant la valeur comptable des participations lorsque Franprix – Leader Price a l'obligation de supporter sa quote-part dans les pertes de ces entités associées.

3.3.2. Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises

Au 30 juin 2018, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

Fin 2017, la SCI Beaugrenelle avait reçu une proposition de rectification fiscale concernant les exercices 2014 et 2015, contestée par cette société, et qui n'avait pas fait l'objet d'une provision dans les comptes de cette filiale ni dans les comptes sociaux et consolidés de Foncière Euris, ni dans les comptes consolidés de Finatis.

Les rectifications proposées ont été abandonnées en totalité par l'administration fiscale en juin 2018, mettant fin à ce litige.

3.3.3. Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) ou un contrôle conjoint (coentreprises) et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

<i>(en millions d'euros)</i>	2018		2017 retraité	
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises
Soldes à la clôture du 30 juin 2018 et du 31 décembre 2017				
Prêts	21	12	15	13
<i>dont dépréciation</i>	<i>(70)</i>		<i>(63)</i>	
Créances	183	47	86	50
<i>dont dépréciation</i>	<i>(2)</i>		<i>(1)</i>	
Dettes	9	486	21	274
Transactions sur le 1^{er} semestre				
Charges	42 ⁽¹⁾	993 ⁽²⁾	48 ⁽¹⁾	547 ⁽²⁾
Produits	519 ⁽³⁾	19	453 ⁽³⁾	23

(1) Dont loyers hors charges locatives au titre de 71 baux signés avec Mercialys pour 26 M€ sur le 1^{er} semestre 2018 (1^{er} semestre 2017 : 73 baux pour 29 M€). Au 31 décembre 2017, les engagements de loyers envers Mercialys portant sur des actifs immobiliers s'élevaient à 68 M€ dont 43 M€ à moins d'un an.

(2) Dont 576 M€ d'achats de carburant auprès de Distridyn sur le 1^{er} semestre 2018 (1^{er} semestre 2017 : 536 M€) et 400 M€ d'achats de marchandises auprès de CD Supply Innovation, centrale d'achat commune avec Dia créée en fin d'année 2017.

(3) Les produits de 519 M€ et 453 M€ incluent à hauteur de 440 M€ et 402 M€ les ventes de marchandises de Franprix – Leader Price et Distribution Casino France envers des masterfranchisés mis en équivalence respectivement au titre du 1^{er} semestre 2018 et du 1^{er} semestre 2017. Ils comprennent également les produits liés aux opérations immobilières avec Mercialys présentés en « Autres revenus » pour 8 M€ (1^{er} semestre 2017 : 14 M€).

Au cours du 1^{er} semestre, le groupe Casino a signé un contrat de promotion immobilière avec la société Sacré Cœur (filiale de Mercialys) générant après prise en compte de l'élimination à hauteur de la participation détenue dans Mercialys, la reconnaissance d'autres revenus pour 8 M€ et une contribution non significative en EBITDA.

Par ailleurs, le groupe Casino a cédé deux projets d'hypermarchés à transformer ; l'incidence de ces deux opérations sur le 1^{er} semestre 2018 se résume par la reconnaissance d'autres revenus et une contribution positive en EBITDA de respectivement 29 M€ et 15 M€ après prise en compte de l'élimination à hauteur de la participation détenue de 10 % dans les deux sociétés acquéreur.

Note 4 • Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie

4.1. Réconciliation des dotations aux provisions

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	1 ^{er} semestre	
		2018	2017 retraité ⁽¹⁾
Perte de valeur nette sur goodwill			(4)
Perte de valeur nette sur immobilisations incorporelles			(11)
Perte de valeur nette sur immobilisations corporelles		(12)	(42)
Perte de valeur nette sur immeubles de placement			
Perte de valeur nette sur autres actifs		(1)	3
Reprise nette de provision pour risques et charges	11.1	19	54
Dotations aux provisions retraitées dans le tableau des flux de trésorerie		6	

4.2. Réconciliation de la variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) avec les postes du bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017 retraité	Incidences IFRS 9 et IFRS 2	Flux de trésorerie		Variations de		Reclass et autres	30/06/2018
			d'exploita- tion	Autres	périmètre	change		
Stocks de marchandises	(3 889)		(149)		(50)	149	(1)	(3 940)
Stocks de promotion immobilière	(132)		(21)		(1)	4	(12)	(162)
Fournisseurs	6 793		(527)	9	26	(183)	30	6 148
Créances clients et comptes rattachés	(965)	46	82	2	4	25	(3)	(809)
(Autres créances) / dettes	495	1	(194)	(97)	(6)	63	20	282
Total	2 302	47	(809)	(86)	(27)	58	34	1 519

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} janvier 2017 retraité	Flux de trésorerie		Variations de		Reclass et autres	30/06/2017 retraité
		d'exploita- tion	Autres	périmètre	change		
Stocks de marchandises	(3 943)	(180)			157	19	(3 947)
Stocks de promotion immobilière	(170)	(3)		(4)	(1)	3	(175)
Fournisseurs	7 045	(1 426)			(192)	(7)	5 420
Créances clients et comptes rattachés	(902)	66			19	9	(808)
(Autres créances) / dettes	677	(316)	(49)	(13)	4	3	306
Total	2 707	(1 859)	(49)	(17)	(13)	27	796

4.3. Réconciliation des acquisitions d'immobilisations

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	
	2018	2017
Augmentations et acquisitions d'immobilisations incorporelles	(91)	(64)
Augmentations et acquisitions d'immobilisations corporelles	(366)	(470)
Augmentations et acquisitions d'immeubles de placement	(31)	(69)
Variations des dettes sur immobilisations	(64)	(63)
Acquisitions d'immobilisations en location-financement		(3)
Capitalisation des coûts d'emprunts (IAS 23)	6	8
Flux de décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	(546)	(661)

4.4. Réconciliation des cessions d'immobilisations

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	
	2018	2017
Sorties de l'exercice d'immobilisations incorporelles	4	7
Sorties de l'exercice d'immobilisations corporelles	73	119
Sorties de l'exercice d'immeubles de placement		1
Résultats de cessions d'actifs	5	20
Variation des créances sur immobilisations	5	(31)
Sorties des actifs classés en IFRS 5	136	61
Flux d'encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	223	177

4.5. Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	
	2018	2017
Montant payé pour les prises de contrôle	(70)	(34)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	(19)	
Montant reçu pour les pertes de contrôle	15	3
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle		(30)
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	(74)	(61)

Sur le 1^{er} semestre 2018, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résulte principalement :

- de la prise de contrôle de la société Sarenza pour -43 M€ dont -20 M€ de trésorerie négative acquise et -22 M€ de prix décaissé (note 3.1.1) ;
- des prises de contrôle dans le sous-groupe Franprix – Leader Price pour -45 M€ dont -36 M€ décaissés au titre des opérations de la période (note 3.1.2) et -11 M€ au titre d'opérations 2017 ;
- des pertes de contrôle dans le sous-groupe Franprix – Leader Price pour +14 M€ dont 28 M€ encaissés au titre de la cession d'un ensemble de 105 magasins décrite en note 3.1.2.

4.6. Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre	
		2018	2017
Distribution Casino France - Cession sans perte de contrôle	3.1.3	20	
Éxito - contribution complémentaire de FIC dans Viva Malls		36	42
Offre publique d'achat des titres Cnova			(165)
Sous-groupe Franprix-Leader Price - Acquisition de titres Sarjel			(19)
Déboucement du TRS Casino		(36)	
Autres		(13)	(10)
Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle		7	(152)

4.7. Réconciliation entre la variation de trésorerie et la variation de la dette financière nette

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre	
		2018	2017
Variation de la trésorerie nette		(497)	(3 361)
Augmentation d'emprunts et dettes financières ⁽¹⁾		(2 097)	(2 500)
Diminution d'emprunts et dettes financières ⁽¹⁾		384	1 938
Variations de dettes sans effet de trésorerie ⁽¹⁾		204	598
<i>Variation part du Groupe d'actifs nets détenus en vue de la vente</i>		64	416
<i>Variation d'autres actifs financiers</i>		1	
<i>Variation de couverture de juste valeur et flux de trésorerie</i>		17	8
<i>Intérêts courus</i>		78	156
<i>Autres</i>		44	18
Incidence des variations monétaires ⁽¹⁾		89	260
Variation des emprunts et dettes financières des activités abandonnées		618	919
Variation de la dette financière nette		(1 299)	(2 146)
Dette financière nette à l'ouverture publiée		7 429	
Incidences IFRS 9 au 1 ^{er} janvier 2018	1.3	19	
Dette financière nette à l'ouverture retraitée		7 448	6 813
Dette financière nette à la clôture	9.2.1	8 747	8 959

(1) Ces incidences sont relatives uniquement aux activités poursuivies.

4.8. Réconciliation des intérêts financiers nets versés

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre	
		2018	2017
Coût de l'endettement financier net présenté au compte de résultat	9.3.1	(218)	(250)
Neutralisation de gains/pertes de changes latents		(12)	(11)
Neutralisation des amortissements de frais et primes d'émission/remboursement		16	19
Capitalisation des coûts d'emprunts		(6)	(8)
Variation des intérêts courus et des dérivés de couverture de juste valeur des dettes financières		(108)	(108)
Coûts de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	(42)	(38)
Intérêts financiers nets versés tels que présentés dans le tableau des flux de trésorerie		(370)	(481)

Note 5 • Information sectorielle

Principe comptable

L'information sectorielle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé pour évaluer la performance des secteurs opérationnels, conformément à IFRS 8.

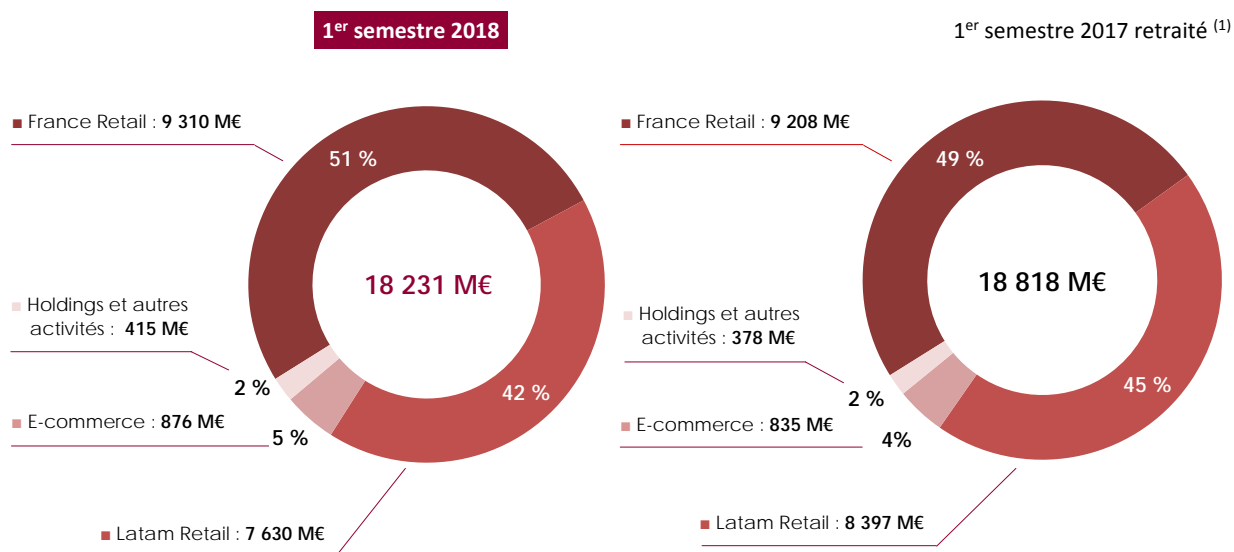
L'information sectorielle comporte 2 secteurs opérationnels correspondant au :

- **pôle « Grande distribution »** qui reflète les différentes activités du groupe Casino, c'est-à-dire :
 - *France Retail* : secteur qui regroupe toutes les activités de distribution en France (principalement les enseignes Casino, Monoprix, Franprix-Leader Price et Vindémia),
 - *Latam Retail* : secteur qui regroupe toutes les activités de distribution alimentaire en Amérique Latine (principalement les enseignes de GPA, Éxito, Disco, Devoto et Libertad),
 - *E-commerce* : secteur qui regroupe les activités de Cdiscount.
- **pôle « Holdings et autres activités »** qui regroupe les activités des sociétés holdings, de vente d'articles de sport, et les investissements à caractères financiers et immobiliers. Ces activités prises individuellement ne sont pas significatives au regard du Groupe.

La performance de chaque secteur est évaluée sur la base du chiffre d'affaires, de l'EBITDA et du résultat opérationnel courant (ROC).

5.1. Indicateurs clés par secteur opérationnel

— *Ventilation du chiffre d'affaires par secteur opérationnel*



(1) Impacts IFRS 15 sur le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2017 (en millions d'euros)

France Retail	(53)
Latam Retail	(69)
E-commerce	(37)
Total	(158)

— Ventilation des autres indicateurs par secteur opérationnel

(en millions d'euros)	Notes	Grande Distribution			Holdings et autres activités	Total
		France Retail	Latam Retail	E-commerce		
1^{er} semestre 2018						
EBITDA		307 ⁽¹⁾	473 ⁽²⁾	(7)	(4)	769
Dotations aux amortissements opérationnels courants	6.3 / 6.4	(171)	(147)	(16)	(7)	(341)
Résultat opérationnel courant ⁽³⁾		136 ⁽¹⁾	326 ⁽²⁾	(23)	(11)	428
1^{er} semestre 2017						
EBITDA		281 ⁽¹⁾	529 ⁽²⁾	(12)	(7)	791
Dotations aux amortissements opérationnels courants	6.3 / 6.4	(171)	(165)	(12)	(8)	(356)
Résultat opérationnel courant ⁽³⁾		110 ⁽¹⁾	364 ⁽²⁾	(24)	(15)	435
Dont impacts IFRS 15 sur le résultat opérationnel courant		(11)		(5)		(16)

(1) Dont 21 M€ en 2018 au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France contre 33 M€ en 2017.

(2) Dont 414 MR\$ (soit 100 M€) au titre de crédits de taxes reconnus par GPA au cours du semestre (principalement liés à la reprise de provision sur le crédit ICMS ST d'Assai suite à un changement législatif). En 2017, dont 447 MR\$ (soit 130 M€) au titre de crédits de taxes ICMS-ST antérieurs reconnus par GPA au cours du semestre en diminution du « coût d'achat complet des marchandises vendues » consécutivement à la publication en avril 2017 de la décision de la cour suprême fédérale brésilienne stipulant que la taxe ICMS-ST n'était pas une taxe définitive et donc n'avait pas à être incluse dans la base de calcul des taxes PIS et COFINS, permettant ainsi à GPA d'en demander le remboursement aux États brésiliens.

(3) Conformément à IFRS 8 « Secteurs Opérationnels », l'information par secteur opérationnel est établie sur la base du reporting interne et inclut notamment l'affectation des frais de holding du sous-groupe Casino à l'ensemble de ses Business Units.

5.2. Indicateurs clés par zone géographique

(en millions d'euros)	Grande Distribution			Holdings et autres activités		Total
	France	Amérique Latine	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
2018						
Chiffre d'affaires externe du premier semestre	10 184	7 628	4	370	45	18 231
Actifs non courants au 30 juin 2018 ⁽¹⁾	12 466	8 068	50	163	140	20 887
2017 retraité						
Chiffre d'affaires externe du premier semestre	10 040	8 397	3	345	33	18 818
Actifs non courants au 31 décembre 2017 ⁽¹⁾	12 517	8 822	49	160	3	21 551

(1) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées ainsi que les actifs sur contrat et les charges constatées d'avance à plus d'un an.

Note 6 • Données liées à l'activité

6.1. Saisonnalité de l'activité

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour le chiffre d'affaires ; ainsi le chiffre d'affaires du groupe Casino au 1^{er} semestre 2017 avait représenté 49 % du total de l'année (51 % à taux de change moyen de l'année 2017), mais est plus marquée pour le résultat opérationnel courant (1^{er} semestre 2017 par rapport à l'année 2017 : 37 % et 39 % à taux de change moyen de l'année 2017).

Les flux de trésorerie générés par le Groupe, et notamment Casino, sont également plus marqués par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au 1^{er} semestre est structurellement négative du fait de l'importance des règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

6.2. Ventilation des produits des activités ordinaires

Suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 15 au 1^{er} janvier 2018 (note 1.3.2), le Groupe a revu son principe comptable relatif aux produits des activités ordinaires.

Principe comptable

Les **produits des activités ordinaires** (rubrique « Revenus totaux ») sont composés du « Chiffre d'affaires, hors taxes » et des « Autres revenus ».

Le « Chiffre d'affaires, hors taxes » intègre les ventes réalisées dans les magasins et les stations-services, sur les sites e-commerce, dans les établissements de restauration, les revenus générés par les activités de franchise et de location gérance ainsi que les revenus des activités financières.

Les « Autres revenus », comprennent le prix de cession des immeubles de placement, les dividendes sur le portefeuille d'investissements financiers, les produits liés aux activités de promotion immobilière et de marchand de biens, les revenus locatifs, divers produits de prestations de services et divers produits réalisés de manière accessoire ou dans le cadre d'activités annexes ainsi que les produits associés aux activités énergétiques.

Les produits des activités ordinaires sont évalués sur la base du prix contractuel qui correspond au montant de rémunération auquel le Groupe s'attend à avoir droit, en échange des biens ou services fournis. Le prix de la transaction est alloué à chacune des obligations de performance du contrat, qui constitue l'unité de compte pour la reconnaissance du revenu. Le revenu est reconnu lorsque l'obligation de performance est satisfaite c'est-à-dire lorsque le client obtient le contrôle du bien ou du service. La reconnaissance du revenu peut donc se faire à un instant donné ou en continu (c'est-à-dire à l'avancement).

Les principales sources de revenus du Groupe sont les suivantes :

- les ventes de biens (y compris dans le cadre de l'activité de marchand de biens) : dans ce cas le Groupe n'a généralement qu'une obligation de performance qui est la délivrance du bien au client. Les revenus attachés à ces ventes sont reconnus à l'instant où le contrôle du bien a été transféré au client, généralement lors de la livraison. Dans le Groupe, le transfert du contrôle a lieu principalement :
 - au passage en caisse dans le cas des ventes en magasin ;
 - à la réception de la marchandise chez les franchisés et affiliés ;
 - à la réception par le client pour les ventes e-commerce.
- les prestations de services, tels que les ventes d'abonnements, les redevances de franchise, les prestations logistiques, les revenus immobiliers (produits locatifs, honoraires de gestion locative) : dans ce cas le Groupe n'a généralement qu'une obligation de performance qui est la réalisation de la prestation. Les revenus attachés à ces prestations sont reconnus en continu sur la période où les services sont rendus.
- les produits des activités de promotion immobilière : dans ce cas le Groupe a généralement plusieurs obligations de performance dont certaines peuvent être réalisées à un instant donné et d'autres en continu selon la méthode de l'avancement. Le résultat à l'avancement est calculé à partir de la marge à terminaison prévisionnelle, pondérée par le taux d'avancement déterminé selon les coûts encourus (méthode des inputs).

En cas de paiement différé au-delà des conditions habituelles de crédit non supporté par un organisme de financement, le produit de la vente est égal au prix actualisé. La différence, si elle est significative, entre ce prix actualisé et le paiement comptant est constatée en « autres produits financiers » répartis sur la durée du différé.

Le Groupe propose aux clients des programmes de fidélisation qui leur permettent de bénéficier de rabais ou d'autres avantages lors des prochains achats. Les avantages cumulés par les clients dans le cadre des programmes de fidélisation constituent une obligation de performance distincte de la vente initiale. En conséquence, un passif sur contrat est comptabilisé au titre de cette obligation de performance. Les produits liés à ces droits octroyés sont différés jusqu'à la date d'utilisation des avantages par les clients.

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires :

<i>(en millions d'euros)</i>	Grande distribution			Holdings et autres activités	1^{er} semestre 2018
	France Retail	Latam Retail	E-commerce		
Chiffre d'affaires, hors taxes	9 310	7 630	876	415	18 231
Autres revenus	163	78			241
Revenus totaux	9 473	7 708	876	415	18 472

<i>(en millions d'euros)</i>	Grande distribution			Holdings et autres activités	1 ^{er} semestre 2017
	France Retail	Latam Retail	E-commerce		
Chiffre d'affaires, hors taxes	9 208	8 397	835	378	18 818
Autres revenus	148	77		(4)	221
Revenus totaux	9 356	8 474	835	374	19 039

Compte tenu de la prédominance des activités de distribution du Groupe, la grande majorité des revenus sont reconnus à un instant donné. Les revenus reconnus en continu concernent essentiellement certaines obligations de performance réalisées dans le cadre de l'activité de promotion immobilière et certaines prestations de services annexes aux activités de distribution.

6.3. Nature de charges par fonction

A l'occasion de l'entrée en vigueur de la norme IFRS 15 au 1^{er} janvier 2018 (note 1.3.2), le Groupe a revu son principe comptable relatif au « Coût des ventes ».

Principe comptable

Les « **Coûts des ventes** » sont composés des coûts supportés par les points de ventes.

Le coût de revient et la variation de stock liés aux activités de promotion immobilière et de marchands de biens sont quant à eux classés en « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	Coûts logistiques ⁽¹⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	Total 1^{er} semestre 2018
Frais de personnel		(270)	(1 610)	(424)	(2 304)
Autres charges		(481)	(1 657)	(231)	(2 369)
Dotations aux amortissements	5.1 / 6.4	(18)	(251)	(72)	(341)
Total		(769)	(3 518)	(727)	(5 014)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	Coûts logistiques ⁽¹⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	Total 1 ^{er} semestre 2017 retraité
Frais de personnel		(253)	(1 679)	(421)	(2 353)
Autres charges		(474)	(1 714)	(239)	(2 427)
Dotations aux amortissements	5.1 / 6.4	(19)	(266)	(71)	(356)
Total		(746)	(3 659)	(731)	(5 136)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

6.4. Amortissements

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	1^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles		(61)	(59)
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles		(277)	(293)
Dotations aux amortissements sur immeubles de placement		(3)	(4)
Total des dotations aux amortissements	5.1 / 6.3	(341)	(356)

6.5. Autres produits et charges opérationnels

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Total des autres Produits opérationnels	106	116
Total des autres Charges opérationnelles	(244)	(390)
Total autres produits et charges opérationnels nets	(138)	(274)
Détail par nature		
Résultat de cession d'actifs non courants ⁽⁵⁾	10	27
Pertes nettes de valeur des actifs ⁽¹⁾⁽⁵⁾	(1)	(48)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre ^{(2) (5)}	(34)	(55)
Résultat de cession d'actifs non courants, pertes nettes de valeur des actifs et produits / charges nets liés à des opérations de périmètre	(25)	(76)
Provisions et charges pour restructurations ^{(3) (5)}	(96)	(125)
Provisions et charges pour litiges et risques ^{(4) (5)}	(16)	(60)
Divers	(1)	(13)
Autres produits et charges opérationnels	(113)	(198)
Total autres produits et charges opérationnels nets	(138)	(274)

(1) La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2017 portait principalement sur des actifs isolés des secteurs France Retail pour 32 M€ (essentiellement Monoprix et Franprix – Leader Price à hauteur respectivement de 11 M€ et 9 M€) et Latam Retail (essentiellement GPA) pour 12 M€.

(2) La charge de 34 M€ constatée sur le 1^{er} semestre 2018 correspond principalement à des honoraires liés à divers projets d'opérations de périmètre. La charge de 55 M€ constatée au 1^{er} semestre 2017 résultait principalement des opérations de périmètre chez Distribution Casino France pour 30 M€ et des honoraires liés aux opérations de périmètre à hauteur de 10 M€.

(3) La charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2018 concerne principalement les secteurs France Retail à hauteur de 49 M€ (dont coûts sociaux et coûts de fermeture de magasins pour 41 M€ et des coûts de transformation du parc de magasins pour 8 M€) ainsi que Latam Retail à hauteur de 37 M€. Au 1^{er} semestre 2017, elle concernait les secteurs France Retail à hauteur de 90 M€ (dont des coûts sociaux et des coûts de fermeture de magasins pour 55 M€ et des coûts de transformation du parc de magasins pour 35 M€) et GPA à hauteur de 21 M€.

(4) Les provisions et charges pour litiges et risques présentent une charge nette de 16 M€ sur le 1^{er} semestre 2018 répartie entre les secteurs France Retail et Latam Retail pour respectivement 6 M€ et 8 M€. Au 1^{er} semestre 2017, la charge nette reflétait à hauteur de 53 M€ le programme d'amnistie fiscale de GPA initié sur la période.

(5) Réconciliation du détail des pertes nettes de valeur des actifs avec les tableaux de mouvements des immobilisations :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Pertes de valeur des goodwill		(4)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations incorporelles		(11)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations corporelles	(12)	(42)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des actifs financiers disponibles à la vente		(3)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des autres actifs	(2)	1
Total pertes nettes de valeur des actifs	(14)	(59)
<i>Dont présenté en "Provisions et charges pour restructurations"</i>	(2)	(11)
<i>Dont présenté en "Pertes nettes de valeur des actifs"</i>	(1)	(48)
<i>Dont présenté en "Produits/(charges) nets liés à des opérations de périmètre"</i>	(3)	
<i>Dont présenté en "Résultat de cession d'actifs non courants"</i>	(9)	

Note 7 • Impôt

Le Groupe constate une charge d'impôt de -25 M€ au 30 juin 2018, contre un produit de 27 M€ au 30 juin 2017. Ces éléments proviennent essentiellement du groupe Casino. Au titre du semestre clos le 30 juin 2018, le taux d'impôt effectif du groupe Casino s'élève à -43,5 % à comparer à -59,0 % au 30 juin 2017 retraité.

Les impôts différés actifs présentés au bilan portent principalement sur les déficits fiscaux reportables des périmètres Casino, Guichard-Perrachon, Éxito et GPA.

Note 8 • Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement

Au cours du premier semestre 2018, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 488 M€ contre 603 M€ (note 4.3) lors de la même période en 2017.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2018 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2017, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant total de 12 M€ ont été comptabilisées sur la période (note 6.5) qui concernent principalement le secteur France Retail (6 M€) et Latam Retail (5 M€).

S'agissant des goodwill, les principaux tests effectués sur les UGT goodwill présentant des indices de perte de valeur ont porté sur les secteurs France Retail (Casino Restauration) et Latam Retail (Argentine) ; ils n'ont pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2018.

Note 9 • Structure financière et coûts financiers

Suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 (note 1.3.3), le Groupe a revu son principe comptable relatif aux instruments financiers.

Principe comptable

Actifs financiers

Les actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition pour les instruments qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat. Les coûts d'acquisition des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat sont enregistrés dans le compte de résultat.

La ventilation des actifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date de clôture : inférieure ou supérieure à un an.

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les trois catégories suivantes :

- coût amorti ;
- juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (FVOCI) ;
- juste valeur par résultat.

Ce classement dépend du modèle économique de détention de l'actif défini par le Groupe et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments financiers.

– *Actifs financiers au coût amorti*

Les actifs financiers sont évalués au coût amorti lorsqu'ils ne sont pas désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, qu'ils sont détenus aux fins d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels, et qu'ils donnent lieu à des flux de trésorerie correspondant uniquement au remboursement du principal et aux versements d'intérêts (critère « SPPI »).

Ces actifs sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur. Les produits d'intérêts, profits et pertes de change, dépréciations et profits et pertes résultant de la décomptabilisation sont enregistrés en résultat.

Cette catégorie inclut principalement les créances commerciales (sauf les créances sur les établissements de cartes de crédit chez GPA), les disponibilités ainsi que d'autres prêts et créances.

Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

– *Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (OCI)*

Cette catégorie enregistre des instruments de dette et des instruments de capitaux propres.

- Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par OCI s'ils ne sont pas désignés à la juste valeur par résultat et s'ils sont détenus aux fins d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et à des fins de vente et qu'ils donnent lieu à des flux de trésorerie correspondant uniquement au remboursement du principal et aux versements d'intérêts (critère « SPPI »). Les produits d'intérêts, profits et pertes de change et les dépréciations sont enregistrés en résultat. Les autres profits et pertes nets sont enregistrés en OCI. Lors de la décomptabilisation, les profits et pertes cumulés en OCI sont reclassés en résultat.

Cette catégorie inclut principalement les créances envers les établissements de cartes de crédit du groupe GPA.

- Les instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction peuvent être évalués à la juste valeur par OCI. Le Groupe peut en faire le choix irrévocable, investissement par investissement. Les dividendes sont alors comptabilisés dans le résultat à moins qu'ils ne représentent clairement la récupération d'une partie du coût de l'investissement. Les autres profits et pertes sont comptabilisés en OCI et ne sont jamais reclassés en résultat.

– *Actifs financiers à la juste valeur par le résultat*

Tous les actifs qui ne sont pas classés comme étant au coût amorti ou à la juste valeur par OCI sont évalués à la juste valeur par résultat. Les profits et pertes nets, y compris les intérêts ou dividendes perçus, sont comptabilisés en résultat.

Cette catégorie comprend principalement les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture et des titres de participation non consolidés.

— Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme.

Pour être éligible au classement d'équivalent de trésorerie, conformément à la norme IAS 7, les placements doivent remplir quatre conditions :

- placement à court terme ;
- placement très liquide ;
- placement facilement convertible en un montant connu de trésorerie ;
- risque négligeable de changement de valeur.

Généralement, le Groupe utilise des comptes rémunérés ou des dépôts à terme de moins de 3 mois.

Dépréciation des actifs financiers

IFRS 9 impose un modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues. Ce modèle de dépréciation concerne les actifs financiers évalués au coût amorti, les actifs sur contrats et les instruments de dette évalués à la juste valeur par OCI.

Les principaux actifs financiers du Groupe qui sont concernés sont les créances liés aux activités de crédit brésiliennes, les créances commerciales envers les franchisés / affiliés et les créances locatives.

Pour ses créances commerciales et locatives, le Groupe applique la mesure de simplification d'IFRS 9 permettant d'estimer, dès la comptabilisation initiale de la créance, les pertes de crédit attendues à maturité à l'aide généralement d'une matrice de dépréciation selon la durée de l'impayé.

Décomptabilisation d'actifs financiers

Un actif financier est décomptabilisé dans les deux cas suivants :

- les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif ont expiré, ou,
- ces droits contractuels ont été transférés à un tiers et ce transfert répond à certaines conditions :
 - si le cédant a transféré la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif est décomptabilisé pour sa totalité ;
 - si le cédant a conservé la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif reste comptabilisé au bilan pour sa totalité.

Passifs financiers

La ventilation des passifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date de clôture : inférieure ou supérieure à un an.

— Passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les emprunts et autres passifs financiers au coût amorti sont évalués à l'émission à la juste valeur de la contrepartie reçue, puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Les frais de transaction, primes d'émission et primes de remboursement directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de la valeur de ce passif financier. Les frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Au sein du Groupe, certains passifs financiers au coût amorti et notamment les emprunts font l'objet d'une comptabilité de couverture.

Plusieurs filiales ont des accords d'affacturage inversé (« reverse factoring ») avec des institutions financières afin de permettre à certains fournisseurs de recevoir par anticipation le paiement de leurs créances dans le cours normal des achats effectués. La politique comptable relative à ces opérations est fonction de la modification ou non des caractéristiques des dettes concernées. Ainsi, lorsque les dettes fournisseurs ne sont pas substantiellement modifiées (durée et échéance, contrepartie, valeur faciale), elles sont maintenues en dettes fournisseurs. Dans le cas contraire, elles s'apparentent à une opération de financement et sont présentées dans la composante « Dettes fournisseurs conventionnés » des dettes financières.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ils représentent principalement les instruments dérivés (voir ci-après) et les passifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les passifs qui répondent à une intention de réalisation à court terme. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées par le compte de résultat. Le Groupe ne détient pas de passifs financiers à des fins de transaction à l'exception de dérivés.

La comptabilisation des « Puts minoritaires » est présentée en note 3.4.1 du Rapport annuel.

Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur.

– Dérivés qualifiés de couverture : comptabilisation et présentation

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la norme IFRS 9 d'appliquer la comptabilité de couverture :

- en cas de couverture de juste valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa juste valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de juste valeur est inscrite en résultat. La variation de la juste valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement ;
- en cas de couverture de flux de trésorerie (par exemple emprunt à taux variable swappé à taux fixe, emprunt swappé dans une autre devise, couverture d'un budget d'achat en devise), la variation de la juste valeur du dérivé est inscrite en résultat pour la part inefficace et en autres éléments du résultat global pour la part efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des flux couverts et dans la même rubrique que l'élément couvert (résultat opérationnel courant pour les couvertures de flux d'exploitation et résultat financier pour les autres couvertures). La composante report / déport des contrats de change à terme est traitée comme un coût de la couverture. Les variations de juste valeur de cette composante sont enregistrées en « autres éléments du résultat global » et recyclées en résultat comme un coût de la transaction couverte lorsque celle-ci se réalise (application de la méthode du « basis of adjustment »).
- en cas de couverture d'un investissement net réalisé dans une entité étrangère, la variation de juste valeur est comptabilisée nette d'impôt en autres éléments du résultat global pour la part efficace attribuable au risque de change couvert et en résultat financier pour la part inefficace. Les gains ou pertes accumulés en autres éléments du résultat global sont repris en résultat à la date de liquidation ou de cession de l'investissement net.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- les instruments de couverture et les éléments couverts constituant la relation de couverture sont tous éligibles à la comptabilité de couverture ;
- la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place, et ;
- l'efficacité de la couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

– Dérivés non qualifiés de couverture : comptabilisation et présentation

Lorsqu'un instrument financier dérivé n'a pas été (ou n'est plus) qualifié de couverture, ses variations de juste valeur successives sont comptabilisées directement en résultat de la période, au sein de la rubrique « Autres produits et charges financiers ».

Définition de la dette financière nette

La dette financière nette comprend les emprunts et dettes financières incluant les dérivés passifs de couverture de juste valeur et les dettes fournisseurs conventionnés, diminués (i) de la trésorerie et équivalents de trésorerie, (ii) des actifs financiers de gestion de trésorerie et placements financiers, (iii) des dérivés actifs de couverture de juste valeur, (iv) des actifs financiers consécutifs à une cession significative d'actifs non courants et (v) de la part Groupe de la filiale vendeuse des actifs nets détenus en vue de la vente.

9.1. Trésorerie nette

L'agrégat « Trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Equivalents de trésorerie	1 305	1 534
Disponibilités	2 465	1 993
Trésorerie brute	3 770	3 527
Concours bancaires courants	(214)	(161)
Trésorerie nette	3 556	3 366

Suite au paiement de la dette envers les plaignants dans le cadre de la « class action » à l'encontre de Cnova (note 11.3), le compte séquestre de 24 M€ qui avait été constitué à cet effet a été soldé.

Opérations de gestion de créances et des dettes fournisseurs

Le Groupe effectue des cessions de créances sans recours et sans implication continue au sens d'IFRS 7 et effectue également des opérations de financement des fournisseurs (« reverse factoring »).

9.2. Emprunts et dettes financières

9.2.1. Composition de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2018			31/12/2017		
		Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires ⁽¹⁾		7 858	1 084	8 942	7 739	799	8 538
Autres emprunts et dettes financières		2 376	2 467	4 843	2 076	1 543	3 619
Contrats de location-financement		35	15	50	47	17	64
Dérivés passifs de couverture de juste valeur		8	6	14	16	22	38
Emprunts et dettes financières		10 277	3 572	13 849	9 878	2 381	12 259
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽²⁾		(135)	(23)	(158)	(108)	(4)	(112)
Part Groupe de la filiale vendeuse des actifs nets détenus en vue de la vente	3.2.1		(1 128)	(1 128)		(1 141)	(1 141)
Titres de placement et assimilés		(6)	(40)	(46)		(50)	(50)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1		(3 770)	(3 770)		(3 527)	(3 527)
Trésorerie active, autres actifs financiers et actifs nets détenus en vue de la vente		(141)	(141)	(4 961)	(5 102)	(108)	(4 722)
Dettes financières nettes		10 136	(1 389)	8 747	9 770	(2 341)	7 429

(1) Dont 8 099 M€ et 843 M€ respectivement en France et au Brésil au 30 juin 2018 (au 31 décembre 2017 : dont 7 789 M€ et 749 M€ respectivement en France et au Brésil)

(2) Dont 120 M€, 31 M€ et 6 M€ respectivement en France, au Brésil et en Colombie au 30 juin 2018 (au 31 décembre 2017 : dont 103 M€, 7 M€ et 2 M€ respectivement en France, au Brésil et en Colombie).

9.2.2. Ventilation de la dette financière nette

(en millions d'euros)	30/06/2018				31/12/2017			
	Dettes financières ⁽¹⁾	Trésorerie et équivalent de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dettes financières nettes	Dettes financières ⁽¹⁾	Trésorerie et équivalent de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dettes financières nettes
Finatis ⁽²⁾	150	(33)		117	96	(1)		95
Foncière Euris holding ⁽²⁾	275	(107)		168	252	(6)		246
Périmètre Rallye ⁽³⁾	3 288	(219)		3 069	3 162	(121)		3 042
Groupe Casino	9 930	(3 397)	(1 089)	5 445	8 586	(3 391)	(1 070)	4 126
France Retail	6 567	(2 141)	(408)	4 019	6 022	(1 872)	(435)	3 715
Latam Retail	3 042	(1 204)	(119)	1 719	2 326	(1 475)	(7)	845
Dont GPA alimentaire	1 701	(681)	(93)	928	1 147	(952)	(6)	189
Dont Éxito ⁽⁴⁾	1 341	(522)	(26)	793	1 179	(522)	(1)	656
Latam Electronics			(562)	(562)			(628)	(628)
E-Commerce	321	(52)		269	238	(44)		194
Filiales de projets immobiliers		(14)	(39)	(53)		(9)	(71)	(80)
Total	13 645	(3 770)	(1 128)	8 747	12 097	(3 527)	(1 141)	7 429

(1) Correspond aux emprunts et dettes financières nets des dérivés actifs de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie et des autres actifs financiers.

(2) La diminution globale des dettes financières nettes de Finatis et de Foncière Euris holding sur le semestre s'explique essentiellement par une avance en compte courant consentie à Foncière Euris par la société contrôlante, dont le montant au 30 juin 2018 s'élève à 65 M€ et est comptabilisé en « Autres dettes ».

(3) Groupe Go Sport contribue à hauteur de 201 M€ au 30 juin 2018 et 165 M€ au 31 décembre 2017.

(4) Éxito hors GPA mais incluant l'Argentine et l'Uruguay.

Au cours du 1^{er} semestre 2018, le groupe Casino a procédé à une remontée de trésorerie vers Éxito et Casino, Guichard Perrachon par l'endettement de la holding de contrôle Ségisor (secteur Latam Retail) détenant les titres GPA. La dette de la holding est constituée d'un emprunt moyen-terme de 400 M€ à taux variable Euribor+1,75 %.

9.2.3. Variation des dettes financières

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	2018	2017
Passifs financiers à l'ouverture		12 259	13 796
Instruments financiers dérivés actifs de couverture de juste valeur		(112)	(312)
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture) publié		12 147	13 484
Incidence IFRS 9 (note 1.3)		19	
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture) retraité		12 166	13 484
Nouveaux emprunts ^{(1) (3)}		2 097	2 229
Remboursements d'emprunts ^{(2) (3)}		(384)	(3 099)
Variation de la juste valeur des emprunts couverts		(10)	114
Variation des intérêts courus		(78)	(98)
Ecarts de conversion		(114)	(352)
Variation de périmètre		27	10
Reclassement des passifs financiers associés à des actifs détenus en vue de la vente		(7)	(161)
Autres et reclassements		(6)	20
Dettes financières à la clôture (y compris instruments de couverture)		13 691	12 147
Passifs financiers à la clôture	9.2.1	13 849	12 259
Instruments financiers dérivés actifs de couverture de juste valeur	9.2.1	(158)	(112)

(1) Sur le 1^{er} semestre 2018, les nouveaux emprunts comprennent principalement : (a) le placement obligataire de 200 M€ chez Casino, Guichard-Perrachon et l'émission obligataire de 95 millions de CHF (80 M€) chez Rallye (note 2), (b) la variation nette de titres négociables à court terme (NEU CP) pour 562 M€, (c) l'émission chez GPA d'un emprunt obligataire pour 800 MR\$ soit 193 M€ ainsi que des nouveaux emprunts pour 267 M€, (d) la souscription d'un emprunt de 400 M€ chez Ségisor et (e) l'utilisation chez Éxito de lignes de crédit pour 500 milliards de pesos colombiens soit 145 M€.

(2) Les remboursements d'emprunts sur le 1^{er} semestre 2018 sont liés principalement à GPA et Éxito pour respectivement 184 M€ et 50 M€.

(3) Sur le 1^{er} semestre 2018, les flux de trésorerie de financement se résument par un encaissement net de 1 343 M€ ; ils sont composés de nouveaux emprunts pour 2 097 M€, compensés par des remboursements d'emprunts pour 384 M€ et des intérêts nets versés pour 370 M€ (note 4.7). En 2017, les flux de trésorerie de financement se résument par un décaissement net de 1 462 M€ ; ils étaient composés de remboursements d'emprunts pour 3 099 M€ et d'intérêts nets versés pour 592 M€ compensés à hauteur de 2 229 M€ par de nouveaux emprunts.

9.3. Résultat financier

9.3.1. Coût de l'endettement financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Résultat de cession des équivalents de trésorerie		
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	23	49
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	23	49
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	(237)	(295)
Charges financières de location-financement	(4)	(4)
Coût de l'endettement financier brut	(241)	(299)
Coût de l'endettement financier net	(218)	(250)

9.3.2. Autres produits et charges financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Produits financiers de participation		
Gains de change (hors opérations de financement)	17	14
Produits d'actualisation et de désactualisation	1	1
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture comptable ⁽¹⁾	13	48
Variation positive de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur ⁽¹⁾	1	8
Autres produits financiers	29	34
Autres produits financiers	61	105
Pertes de change (hors opérations de financement)	(20)	(15)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(1)	(3)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture comptable ⁽¹⁾	(57)	(27)
Variation négative de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur ⁽¹⁾	(34)	(8)
Coût de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	(42)	(38)
Autres charges financières	(41)	(54)
Autres charges financières	(195)	(145)
Autres produits et charges financiers	(134)	(40)

(1) Au 30 juin 2018, la charge nette de 77 M€ reflète (a) la variation de valeur du TRS GPA (-6 M€) et du forward GPA (-18 M€) ainsi que les coûts de portage associés à ces instruments pour -7 M€, (b) la variation de valeur des equity swaps Mercialys contractés par Foncière Euris et Rallye (-18 M€) pour une quote-part inchangée de 5,5 % du capital, et enfin (c) les incidences liées à d'autres instruments dérivés pour -28 M€. Au 30 juin 2017, le produit net de 21 M€ reflétait principalement (a) la variation de valeur du TRS GPA (9 M€) et du forward GPA (25 M€) ainsi que les coûts de portage associés à ces instruments pour -8 M€, (b) la variation de valeur des equity swaps Mercialys contractés par Foncière Euris et Rallye (-11 M€) et (c) les incidences liées à d'autres instruments dérivés pour -4 M€.

9.4. Juste valeur des instruments financiers

Les tableaux qui suivent présentent une comparaison de la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs consolidés, autres que ceux dont les valeurs comptables correspondent à des approximations raisonnables des justes valeurs tels que les créances clients, les dettes fournisseurs et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

La hiérarchie de la juste valeur se présente en 3 niveaux : Niveau 1 = prix de marché, Niveau 2 = modèles avec des paramètres observables et Niveau 3 = modèles avec des paramètres non observables.

— *Juste valeur des actifs financiers*

(en millions d'euros)	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau de juste valeur		
			niveau 1	niveau 2	niveau 3
Au 30 juin 2018					
Actifs comptabilisés à la juste valeur					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	67	67	31	1	35
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par OCI ⁽¹⁾	54	54	1	20	33
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽²⁾	158	158		158	
Autres dérivés actifs	19	19	1	8	10
Autres actifs financiers					
Au 31 décembre 2017					
Actifs comptabilisés à la juste valeur					
Actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	73	73	2	2	69
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽²⁾	112	112		112	
Autres dérivés actifs	16	16		16	
Autres actifs financiers	7	7	7		

(1) La juste valeur des actifs financiers est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles. Ces actifs correspondant à des investissements dans des fonds de Private Equity sont valorisés sur la base des données les plus récentes fournies par les gérants de ces fonds. Ces évaluations de juste valeur sont généralement de niveau 3. Les actifs financiers, pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable, ne sont pas présentés dans cette note.

(2) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux d'intérêt) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couverture de juste valeur sont quasi intégralement adossés à des emprunts financiers.

— *Juste valeur des passifs financiers*

(en millions d'euros)	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau de juste valeur		
			niveau 1	niveau 2	niveau 3
Au 30 juin 2018					
Passifs comptabilisés à la juste valeur					
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽¹⁾	15	15		15	
Autres dérivés passifs ⁽¹⁾	360	360		360	
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	189	189			189
Passifs non comptabilisés à la juste valeur					
Emprunts obligataires ⁽³⁾	8 942	9 159	8 318	841	
Autres emprunts et dettes financières ⁽⁴⁾	4 893	4 905		4 905	
Au 31 décembre 2017					
Passifs comptabilisés à la juste valeur					
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽¹⁾	38	38		38	
Autres dérivés passifs ⁽¹⁾	315	315		315	
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	174	174			174
Passifs non comptabilisés à la juste valeur					
Emprunts obligataires ⁽³⁾	8 538	9 215	8 463	752	
Autres emprunts et dettes financières ⁽⁴⁾	3 683	3 696		3 696	

(1) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couverture de juste valeur quasi intégralement adossés à des emprunts financiers.

(2) La juste valeur relative aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et est, le cas échéant, actualisée ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur et utilisent notamment des multiples de résultat net.

(3) La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier prix de marché à la date de clôture.

(4) La juste valeur des autres emprunts a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture.

Note 10 • Capitaux propres

10.1. Capital social

Le capital social s'élève à 85 M€. Il est composé de 5 656 860 actions de 15 € de valeur nominale.

10.2. Composition des autres réserves

<i>(en millions d'euros)</i>	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecart de conversion	Ecart actuariel	Actifs financiers disponibles à la vente	Total Autres réserves
Au 01/01/2017 publié	(6)	(5)	(361)	(16)	23	(365)
Variations	(6)	4	(95)		(2)	(99)
Au 30/06/2017 retraité	(12)	(1)	(456)	(16)	21	(464)

<i>(en millions d'euros)</i>	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecart de conversion	Ecart actuariel	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	Instruments de dettes ⁽¹⁾	Total Autres réserves
Au 31/12/2017 publié	(16)	2	(521)	(23)	19			(539)
Incidence IFRS 9 (note 1.3)	(1)				(18)	(3)	(1)	(23)
Au 1^{er} janvier 2018 retraité	(17)	2	(521)	(23)	1	(3)	(1)	(562)
Variations	3	(7)	(156)	1		(3)		(160)
Au 30/06/2018	(13)	(5)	(677)	(22)	1	(6)	(1)	(722)

(1) Instruments évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI).

10.3. Détail des intérêts ne donnant pas le contrôle

Le tableau suivant présente les informations financières résumées de la principale filiale (Casino) dans lesquelles les intérêts ne donnant pas le contrôle sont significatifs. Ces informations sont présentées en conformité avec les normes IFRS, ajustées le cas échéant des réévaluations de juste valeur à la date de prise ou perte de contrôle et des retraitements d'homogénéisation de principes comptables avec ceux du groupe. Les montants sont présentés avant élimination des comptes et opérations réciproques :

<i>(en millions d'euros)</i>	Groupe Casino	
	2017	2017 retraité
Pour la période du 1^{er} semestre		
% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle	47,41 %	48,89 %
% des droits de vote des intérêts ne donnant pas le contrôle	34,65 %	36,85 %
Chiffre d'affaires, hors taxes	17 816	18 439
Résultat net des activités poursuivies	42	(16)
Résultat net des activités abandonnées	48	(14)
Résultat net de l'ensemble consolidé	90	(30)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les filiales de Casino</i>	153	67
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino</i>	(17)	(30)
Dont part totale des intérêts ne donnant pas le contrôle dans le groupe Casino	136	37
Autres éléments du résultat global	(840)	(827)
Résultat global de la période	(750)	(857)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les filiales de Casino</i>	(294)	(387)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino</i>	(204)	(218)
Dont part totale des intérêts ne donnant pas le contrôle dans le groupe Casino	(498)	(605)
Au 30 juin 2018 et 31 décembre 2017		
Actifs non courants	21 437	21 954
Actifs courants	15 131	16 158
Passifs non courants	(9 929)	(9 335)
Passifs courants	(14 812)	(15 750)
Actif net	11 827	13 027
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les filiales de Casino</i>	5 147	5 468
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino ⁽¹⁾</i>	3 881	4 403
Dont part totale des intérêts ne donnant pas le contrôle dans le groupe Casino	9 028	9 871
Pour la période du 1^{er} semestre		
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(623)	(1 892)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	(440)	(592)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financements	561	(774)
incidences des variations monétaires sur la trésorerie	(203)	(184)
Variation de trésorerie	(705)	(3 443)
<i>Dividendes versés sur la période aux :</i>		
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle des filiales de Casino</i>	(33)	(15)
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino</i>	(80)	(86)
Total des dividendes versés par Casino et ses filiales aux intérêts ne donnant pas le contrôle	(113)	(101)

(1) Dont 1 350 M€ relatifs aux émissions de TSSDI Casino.

10.4. Distribution de dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 25 mai 2018 a décidé une distribution de dividendes de 2,00 € par action. La mise en paiement du dividende au titre de l'exercice 2017 est intervenue le 11 juillet 2018.

La distribution du dividende comptabilisée en réduction des capitaux propres s'élève à 11 M€ au 1^{er} semestre 2018.

Note 11 • Autres provisions

11.1. Décomposition et variations

<i>(en millions d'euros)</i>	Ouverture	Dotations de la période	Reprises utilisées de la période	Reprises non utilisées de la période	Variation de périmètre et transferts	Variation de change	Autres	Provisions au 30/06/2018
Litiges	534	60 ⁽¹⁾	(37) ⁽¹⁾	(32) ⁽¹⁾		(55)	(1)	469
Risques et charges divers	118	18	(20)	(19)	1		4	102
Restructurations	29	26	(19)	(1)				35
Total des autres provisions	681	104	(76)	(52)	1	(55)	3	606
<i>dont non courant</i>	514	57	(30)	(28)		(55)	2	460
<i>dont courant</i>	167	47	(46)	(24)	1		1	146

(1) Les dotations, reprises utilisées et reprises non utilisées relatives à GPA s'élevaient respectivement à 49 M€, 29 M€ et 20 M€.

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...).

Les litiges comprennent principalement les provisions relatives à GPA (note 11.2).

11.2. Détails des provisions pour litiges de GPA (hors Via Varejo)

<i>(en millions d'euros)</i>	Litige PIS / Cofins / CPMF ⁽¹⁾	Autres litiges fiscaux	Litiges salariaux	Litiges Civils et autres	Total
30/06/2018	29	288	75	28	420
31/12/2017	32	324	83	35	475

(1) TVA et taxes assimilées.

Dans le cadre des litiges présentés ci-dessus et ci-après en note 11.3, GPA (alimentaire uniquement) conteste le paiement de certains impôts, cotisations et obligations salariales. Dans l'attente des décisions définitives des tribunaux administratifs, ces diverses contestations ont donné lieu à des versements au titre de dépôts judiciaires présentés en « Autres actifs non courants ». A ces versements, s'ajoutent les garanties données par GPA présentées en engagements hors bilan.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2018			31/12/2017		
	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires
Litiges fiscaux	51	186	1 708	51	216	1 843
Litiges salariaux	107	1	27	119	1	23
Litiges civils et autres	17	3	82	22	1	71
Total	175	189	1 817	192	218	1 937

11.3. Passifs et actifs éventuels

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays (dont principalement GPA – voir ci-dessous).

Comme indiqué en note 3.3.2, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises au 30 juin 2018.

Class action à l'encontre de Cnova N.V. et du groupe Casino

Certains dirigeants et administrateurs ainsi que les garants de l'introduction en bourse de notre filiale Cnova N.V. ont été visés par une procédure d'actions de Groupe (dite « class action ») devant le tribunal de District des États-Unis (District sud de New York). Les plaignants reprochaient une violation du droit boursier en liaison avec la situation macroéconomique au Brésil et les irrégularités de Cnova Brésil. Le 19 mars 2018, la Cour fédérale américaine pour le District sud de New York a donné une approbation définitive de l'accord transactionnel prévoyant un règlement de 28,5 M\$. Ce montant a été financé essentiellement par les assureurs de Cnova et a été réglé sur le semestre (voir note 9.1). Le solde, y compris les coûts accessoires attendus ont été couverts par la provision reconnue en 2016. En conséquence, cette résolution n'a eu aucune incidence significative sur le résultat net du Groupe.

Dans une action distincte potentielle que la SEC pourrait prendre, une amende pourrait être imposée à Cnova N.V. à la suite de l'analyse des faits de l'examen interne conclu à la fin du 1^{er} semestre 2016 par la filiale et ses avocats et consultants.

Assignations par la DGCCRF d'AMC et d'INCAA et enquêtes des autorités de la concurrence française et européenne

Il n'y a pas eu d'évolution significative sur la période.

Passifs fiscaux, sociaux et civils éventuels de GPA

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2018	31/12/2017
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	92	98
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	189	208
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	427	429
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	36	38
ICMS (TVA)	1 244	1 417
Litiges civils	126	136
Total ⁽¹⁾	2 115	2 367

(1) Le montant des passifs éventuels de Via Varejo classé en activités abandonnées et non inclus dans le tableau ci-dessus s'élève au 30 juin 2018 à 359 M€ (au 31 décembre 2017 : 407 M€).

La diminution de -252 M€ résulte principalement de l'effet de change à hauteur de -277 M€.

GPA a recours à des sociétés de conseils dans le cadre de ses litiges fiscaux, dont les honoraires dépendent de la résolution des litiges en faveur de GPA. Au 30 juin 2018, le montant estimé s'élève à 35 M€ (40 M€ au 31 décembre 2017).

Par ailleurs, Casino a accordé à sa filiale brésilienne une garantie spécifique qui porte sur des notifications reçues de l'administration pour un montant cumulé au 30 juin 2018 de 1 248 MR\$ (31 décembre 2017 : 1 223 MR\$), intérêts et pénalités compris et sur lesquelles Casino s'engage à indemniser GPA à hauteur de 50 % du préjudice que cette dernière subirait sans pour autant que ce préjudice soit définitif. Sur la base de l'engagement donné par Casino à sa filiale, l'exposition ressort à 624 MR\$, soit 139 M€. Les risques sous-jacents sont considérés possibles ; à ce titre, aucune provision n'est constatée dans les comptes.

Actifs éventuels de GPA

Exclusion de l'ICMS du calcul des taxes PIS et COFINS

Depuis l'adoption du régime non-cumulatif des crédits de taxes PIS et COFINS, GPA défend le droit de déduire la taxe ICMS de la base de calcul de ces deux taxes. Le 15 mars 2017, la cour suprême fédérale brésilienne (STF) a statué sur le fait que l'ICMS devait être exclu de la base de calcul des taxes PIS et COFINS, donnant ainsi droit à la thèse défendue par GPA. Sur la base de ce jugement de la STF et de l'avis de ses conseillers internes et externes, GPA a estimé qu'un décaissement au titre de montants non collectés dans le passé était devenu peu probable et a donc repris sur le 1^{er} semestre 2017 les provisions constituées antérieurement à cet effet pour un montant de 117 MR\$ (soit 34 M€).

Depuis la décision de la Cour suprême le 15 mars 2017, les étapes de la procédure se poursuivent conformément aux attentes de GPA et de ses conseillers sans remise en cause de ses jugements exercés qui avaient conduit à des reprises de provisions, en l'absence néanmoins d'une décision finale de la Cour. GPA et ses conseillers juridiques externes estiment que cette décision relative aux modalités d'application ne limitera pas ses droits aux procédures judiciaires qu'elle a entamées depuis 2003 et toujours en cours. Il n'est pour autant pas possible de reconnaître un actif à ce titre tant que ces éléments de procédure ne sont pas clos. Sur la base des informations disponibles au 31 décembre 2017, GPA a estimé au cours du 2^{ème} trimestre 2018 l'actif éventuel de ces crédits fiscaux dans une fourchette de 1 300 MR\$ et 1 650 MR\$ (soit 290 M€ à 368 M€) pour les activités poursuivies hors l'activité Cash and Carry pour laquelle l'évaluation est en cours.

S'agissant des activités abandonnées Via Varejo, le montant estimé de l'actif éventuel s'établit à environ 1 382 MR\$ (soit environ 308 M€), y compris un montant additionnel de 433 MR\$ (96 M€) qui reviendra uniquement à GPA.

Note 12 • Parties liées

La société Finatis est contrôlée par la société Euris. Au 30 juin 2018, le groupe Euris détient directement et indirectement 92,4 % du capital et des droits de vote théoriques de Finatis.

La Société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales.

La Société et ses filiales, bénéficient de l'assistance en matière stratégique de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle des conventions de conseil et d'assistance en matière stratégique ont été conclues. Elles bénéficient également d'autres prestations courantes de la part d'Euris (assistance technique, mise à disposition de personnel et de locaux). Le montant enregistré en charge sur la période relatif à ces conventions envers Finatis et ses filiales s'élève à 3,9 M€ dont 3,4 M€ au titre de l'assistance en matière stratégique, 0,3 M€ d'assistance administrative et technique et 0,2 M€ au titre de mise à disposition de personnel et de locaux.

Dans le cadre du déploiement de son modèle dual associant activités de distribution et immobilier commercial, Casino et ses filiales réalisent avec Mercialys des opérations de développement d'actifs immobiliers (note 3.3.3).

Les autres principales opérations du semestre sont, d'une part, le dividende à verser au titre de 2017 de la société Finatis à la société Euris (et les filiales directes de cette dernière) pour 10,4 M€ et, d'autre part, une avance de la société contrôlante à Foncière Euris pour un montant de 65 M€ au 30 juin 2018.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2017 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Note 13 • Evènements postérieurs à la clôture

— *Hyperinflation en Argentine*

Le groupe Casino va suivre l'évolution des caractéristiques économiques qui pourraient, d'ici le 31 décembre 2018, classer l'Argentine en économie hyperinflationniste et rendrait ainsi applicable IAS 29, *Information financière dans les économies hyperinflationnistes*. Cette norme requiert que les bilans et les résultats nets des filiales concernées soient (a) retraitées par application d'un indice général de prix de sorte qu'ils soient exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la clôture et (b) convertis en euros au cours de change en vigueur à la clôture. L'application d'IAS 29 serait rétrospective ; ainsi, l'exercice comparatif serait également retraité. Le Groupe s'attend à une incidence non significative sur les principaux agrégats financiers consolidés (chiffre d'affaires, résultat opérationnel courant, capitaux propres et endettement financier net).

— *Rachats d'emprunts obligataires*

Au 19 juillet 2018, Casino a effectué des rachats d'emprunts obligataires à maturité 2019, 2020 et 2023 pour 27 M€. Ces rachats sont effectués au fil de l'eau, à des niveaux de prix jugés attractifs par le Groupe, via un intermédiaire, et s'inscrivent dans la politique de réduction de l'endettement financier brut du Groupe.

— *Conversion des actions Via Varejo*

Lors d'une réunion du Conseil d'administration de sa filiale Via Varejo tenu, le 23 juillet 2018, GPA a proposé, et il a été approuvé, le lancement du processus de conversion de Via Varejo sur le « nouveau marché de l'institution boursière B3 », couvrant la totalité des actions de Via Varejo et en conséquence la conversion des actions de préférence en actions ordinaires dans la proportion de un pour un. En outre, les lots d'actions de Via Varejo seront dissouts conduisant chaque détenteur d'un lot, actuellement représenté par une action ordinaire et deux actions préférentielles, à obtenir trois actions ordinaires de Via Varejo.

La prochaine réunion du Conseil d'administration de Via Varejo devrait avoir lieu d'ici le 15 août 2018, date à laquelle elle délibérera sur le nouveau statut social en accord avec les règles du nouveau marché et, suite à cela, convoquera l'Assemblée générale pour délibérer sur le processus de migration et des éventuelles décisions à prendre en lien avec la mise en œuvre de ce processus.

— *Cession de 15 % de Mercialys sous la forme d'un equity swap*

Le 25 juillet 2018, le Conseil d'administration de Casino a autorisé la cession d'un bloc représentant 15 % des actions de Mercialys au travers d'un contrat de total return swap conclu avec CA-CIB qui les cédera sur une période de 2,4 ans. A ce titre, le Groupe recevra immédiatement un montant de 213 M€ et, pendant cette période, le Groupe Casino restera exposé aux variations de cours de bourse de Mercialys et continuera de percevoir des dividendes.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Finatis, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

— 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 1.3 « Changements de méthodes comptables » de la note 1 « Principes comptables généraux » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose l'application au 1er janvier 2018 des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

— 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 27 juillet 2018

Les Commissaires aux Comptes

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIES

Rémi Savournin

ERNST & YOUNG et Autres

Henri-Pierre Navas

